



MICHEL GIRARD
ABITIBOWATER: LE DRAME
PREND DE L'AMPLEUR
PAGE 5



← INNOVATION
**UN TABLEAU
DE BORD POUR
L'EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUE**
PAGE 6

Des crabiers réclament 250 millions à Ottawa

EXCLUSIF



GABRIELLE DUCHAINE

Quelque 130 crabiers du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse arrivent au terme d'une très longue bataille juridique contre le gouvernement fédéral, à qui ils réclament près de 250 millions de dollars. Dans une cause historique qui pourrait faire jurisprudence, ils accusent Pêches et Océans Canada d'avoir accordé trop de permis pour la quantité de crabe disponible et de s'être approprié une part des quotas qui leur revenait pour payer un sous-traitant.

Après six ans de procédures et presque autant de mauvaise pêche, le litige sera finalement entendu sur le fond par un juge de la Cour fédérale en septembre prochain.

Les crabiers, dont la saison commence tout juste, en ont contre des décisions du gouvernement qui remontent aussi loin qu'en 2003 et qui, selon eux, les ont privés de centaines de millions de dollars en revenus. « On a été défi-

Convaincus de rester maîtres de leur territoire, les crabiers ont dépensé plus de 10 millions pour financer des activités de recherche, de protection et de gestion de la ressource du ministère des Pêches et Océans, en plus d'investir dans leurs entreprises.

citaires durant plusieurs années. Ça nous coûtait de l'argent d'aller en mer, mais on n'avait pas le choix de travailler si on ne voulait pas perdre nos clients», rage le porte-parole de l'Association des crabiers gaspésiens, Daniel Desbois. Cette année risque d'être la première où il fera de l'argent depuis longtemps.

Plus d'une centaine de ses collègues de trois provinces et lui étaient seuls à avoir des cages dans la zone sud du golfe Saint-Laurent entre 1975 et le début 2000. Ils allèguent que le fédéral n'avait pas le droit d'autoriser de nouveaux pêcheurs dans leur secteur sans les dédommager. Cela est pourtant arrivé.

À plusieurs reprises, dit leur requête déposée devant la Cour fédérale, le gouvernement a « renforcé les attentes légitimes des pêcheurs traditionnels que leurs permis continueraient d'être renouvelés à l'avenir et que la portion du total admissible de capture attribué à chacun d'eux demeurerait inchangée. » Convaincus de rester maîtres de leur territoire, les crabiers ont d'ailleurs dépensé plus de 10 millions pour financer des activités de recherche, de protection et de gestion de la ressource du ministère des Pêches et Océans, en plus d'investir dans leurs entreprises.

Voir CRABIERS en page 4



COMMENT TOMBER DANS L'ŒIL DU DRAGON

ISABELLE MASSÉ

La façon de faire va à l'encontre des règles établies par les investisseurs sérieux: peu de temps pour réfléchir à la proposition d'un entrepreneur. À peine 30 minutes...

L'émission *Dans l'œil du dragon*, dont le deuxième épisode est diffusé ce soir à Radio-Canada, s'apparente à du « speed-dating », de l'aveu de son producteur Louis Laverdière, de Cité Amérique. « C'est un *deal de napkin!* illustre-t-il. On va avoir un impact immense dans le milieu des affaires,

mais en œuvrant de façon totalement contre-indiquée! Cela dit, les dragons veulent faire de l'argent très sérieusement. »

Une occasion en or

Pour les quelque 80 entrepreneurs de cette première saison québécoise – l'émission en est à sa 10^e année en Angleterre et 7^e à Toronto – c'est une occasion en or. Lundi dernier, même si les représentants de Cartouches certifiés ont mordu la poussière, ils ne sont pas passés inaperçus. « On a eu plus de clientèle, de demandes de renseignements

et de visites sur notre site internet cette semaine, affirme le président et cofondateur de l'entreprise créée en 2006 et au chiffre d'affaires de 1,5 million. On a aussi eu des appels de fournisseurs et d'investisseurs potentiels, souligne Mathieu Laroche. Même des pourparlers en vue d'un partenariat. »

Sur le plateau, les cinq investisseurs, les dragons Danièle Henkèle, Normand Legault, Gaëtan Frigon, Dany Vachon et François Lambert, ne boudent pas leur plaisir.

Voir DRAGON en page 4

ILLUSTRATION JULIEN CHUNG, LA PRESSE

Honda
BoucherVille

1511, RUE AMPÈRE

450 449-5050
hondaboucherville.com

C'EST LE PRINTEMPS, LES PRIX FONDENT

Civic DX 2012
16 485\$

A L'ACHAT 97\$* / 2 semaines, 84 mois
Taux de financement de 1,99 %
Transport et préparation inclus
ou

EN LOCATION 178\$* / mois
60 mois, 850 \$ comptant
Transport et préparation inclus

Remise additionnelle disponible avec le programme Faites de l'air! † L'Association des concessionnaires Honda du Québec hondaquebec.ca

* Offres faites par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le Civic berline DX manuelle 2012 neuve (modèle FB2E2CEX). Acompte de 850 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 495 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule: 16 485 \$, transport et préparation inclus. ** Cette offre porte sur le Civic berline DX 2012 manuelle neuve (modèle FB2E2CEX). Offre d'une durée limitée et sujette à l'approbation du crédit de Services Financiers Honda Inc. (SFHI). Par exemple, un montant de 16 467 \$ au taux de crédit annuel de 1,99 % pour un terme de 84 mois représente 97 \$ aux deux semaines, des frais de crédit de 1 187 \$ pour une obligation totale de 17 654 \$. Le prix suggéré du véhicule inclut les frais de transport et de préparation. Le paiement périodique mentionné tient compte du fait que les taxes sur le prix total du véhicule sont payées au moment de la livraison. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org.

LA PRESSE AFFAIRES LE MONDE DES PME

IMMEUBLES DE GRAND GABARIT

Des pépinières de PME

ANDRÉ DUBUC
PME

À Montréal, celui qui veut prendre le pouls de l'activité entrepreneuriale n'a qu'à arpenter les couloirs des immeubles de grand gabarit, ces mastodontes industriels transformés en bureaux pour les PME du secteur des services. Avec son cachet industriel et ses loyers à prix imbattable, cette catégorie d'immeubles loft répond aux aspirations de jeunes pousses de l'économie. Histoire de stimuler la demande pour leurs locaux, des gestionnaires immobiliers proposent une série d'initiatives dans le but de favoriser la réussite des néo-entrepreneurs.

Au Complexe Dompark, rue Saint-Patrick dans Côte-Saint-Paul, Gestion immobilière Quo Vadis, de la femme d'affaires Natalie Voland, a organisé le 17 avril la 4^e foire commerciale annuelle de ses locataires. Il s'agissait d'un «4 à 8» auquel ont participé environ 300 personnes à la salle de réception du Dompark. Une quarantaine d'entreprises y ont présenté leurs produits et services, dont Nexco Networks.

Une foire commerciale

«J'ai 400 clients répartis dans des immeubles de bureaux et je n'ai jamais vu un propriétaire immobilier organiser une foire commerciale pour ses locataires», fait remarquer Gaurav Sharma, 23 ans, associé chez Nexco, une société offrant des services de télécommunications d'affaires pour les petites et moyennes entreprises.

M^{me} Voland a dépensé 8000 \$ pour l'organisation de la foire commerciale. Elle organise aussi d'autres activités de réseautage interne durant l'année. «L'objectif est d'aider les locataires à augmenter leur chiffre d'affaires pour s'assurer que ceux-ci sont en mesure de me payer le loyer», explique l'entrepreneure âgée de 40 ans, travailleuse sociale de formation. «Si mes locataires

font plus d'argent, ils seront contents et vont rester avec nous», ajoute-t-elle. Depuis 1995, 45% des locataires de l'entreprise de M^{me} Voland ont ajouté des pieds carrés à leur bail initial.

Un toit pour 500 PME

Seulement dans le Sud-Ouest, neuf immeubles de grand gabarit logent 500 PME donnant du travail à 5200 personnes au total, selon des statistiques datant de 2010, citées par le Regroupement économique et social pour le Sud-Ouest (RESO). L'organisme de développement local considère d'ailleurs la présence d'une offre immobilière de qualité à prix abordable comme une force de l'arrondissement.

Le phénomène se constate dans les autres quartiers de la ville où l'on trouve de grands immeubles manufacturiers que ce soit le Mile End, le quartier Chabanel ou le sec-

teur de l'avenue du Parc, au nord de Van Horne. «Nous sommes en relation avec tous les grands complexes du Sud-Ouest», dit Pierre Morrisette, directeur général du RESO. Par exemple, avec Le Nordelec, dans Pointe-Saint-Charles, le RESO a aménagé un incubateur de 2400 pi² divisé en sept unités. Eole Communications y a fait son entrée en janvier dernier. «C'est une très bonne initiative. Ça permet à des entreprises de démarrer et de sortir le bureau de la maison», dit Séverine Boitier, présidente de la firme de design graphique, qui a connu le service par le bouche à oreille.

«Si mes locataires font plus d'argent, ils seront contents et vont rester avec nous.» — Natalie Voland, présidente de Gestion immobilière Quo Vadis

étaient ignorés par le marché, M^{me} Voland, lauréate du Mercure PME 2012 dans la catégorie Contribution au développement économique de la Fédération des chambres de commerce du Québec, a lancé le concept Communoloft en 2010. Il s'agit d'un centre d'affaires destiné aux très petites entreprises. Deux ans plus tard, quatre Communoloft ont été implantés à Montréal et un à Toronto.

«Je veux donner des outils pour permettre à mes locataires de grandir pour qu'ils prennent par la suite plus d'espace dans mes édifices», explique Natalie Voland, qui a participé à un comité consultatif sur la stratégie québécoise de l'entrepreneuriat du gouvernement de Jean Charest, dévoilée l'an dernier.

Le service comprend une cuisinette et une salle de réunion. La première année, l'entreprise incubée ne paie pas les frais d'exploitation d'environ 8 \$

par année par pied carré. La deuxième année, un loyer de base de 4,50\$ net le pied carré est exigé. «Il s'agit d'un geste de solidarité avec le milieu», dit Michel Caumartin, DG du Nordelec. Les locataires sont choisis conjointement entre le RESO et le Nordelec. Au terme des deux ans, l'idée est que l'entreprise loue un local en bonne et due forme au Nordelec.

«Ces initiatives sont appréciées des entrepreneurs, car la recherche d'un local est une tâche ardue. C'est cher, le bail est à long terme et les propriétaires ne sont guère empressés de faire affaire avec un petit locataire sans historique. La plupart du temps, l'entrepreneur devra d'ailleurs se porter personnellement responsable du contrat de location. Constatant que les besoins des entreprises naissantes



PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE
Gaurav Sharma, de Nexco Networks. La société est locataire d'un espace situé dans un immeuble de grand gabarit.

Communoloft

Au Communoloft, le bail est de trois mois minimum pour une superficie de 150 à 800 pieds carrés. Le locataire a accès à un bureau meublé avec téléphone, internet et salle de réunion. Des comptables, des avocats et des institutions financières offrent leur expertise à bon prix.

«Nous avons choisi le Communoloft parce que les bureaux y sont beaux, modernes et plaisants à l'oeil.

Quand on se lève le matin, on a hâte d'aller travailler», dit Gaurav Sharma, de Nexco. Son entreprise a signé un premier bail de trois mois et vient de renouveler son engagement en ajoutant un bureau et en prolongeant le contrat d'un an. Il n'est pas pressé de quitter le Communoloft. Depuis qu'il y est installé, M. Sharma a recruté 10 clients parmi les nombreux locataires de M^{me} Voland grâce au réseautage interne.

Des luminaires extérieurs à l'énergie solaire et éolienne

STÉPHANE CHAMPAGNE
COLLABORATION SPÉCIALE

Édouard Aubé et Francis Tourigny, de l'entreprise AESP à Saint-Eustache, semblent avoir un cheval gagnant entre les mains.

Ils viennent de mettre au point des luminaires extérieurs qui s'autosuffisent en énergie. Alimentés par des panneaux solaires et une éolienne à axe vertical, ces luminaires écolos sont déjà, on le devine, très convoités. La PME vient d'ailleurs de signer un partenariat avec des investisseurs de Dubaï. Et elle se prépare à envahir l'Inde et plusieurs pays d'Afrique, où ses produits sont actuellement mis à l'essai dans des rues, des stationnements et sur des boulevards.

«Dans des pays où l'approvisionnement en électricité pose problème, nos luminaires sont la solution idéale. Toutefois, on voit que ça répond à une demande plus large, car on reçoit des demandes du Brésil, d'Italie et même des États-Unis. Il y a même des villes québécoises qui ont manifesté de l'intérêt et avec qui on va s'asseoir pour discuter», explique Édouard Aubé, président et fondateur de AESP.

Vive le hasard

La PME de 30 employés agissait jusqu'à tout récemment à titre de sous-traitant dans la fabrication de pièces en acier, notamment pour le compte d'Hydro-Québec et d'entreprises oeuvrant en pétrochimie. Mais Édouard Aubé songeait depuis longtemps à créer son propre produit. Le hasard (ils habitent



PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE, COLLABORATION SPÉCIALE
Francis Tourigny et Édouard Aubé, de la PME AESP, avec en arrière plan, l'un des luminaires extérieurs à l'énergie solaire et éolienne qu'ils ont développés.

le même quartier) lui a fait rencontrer Francis Tourigny.

M. Tourigny, diplômé en génie, a longtemps travaillé dans le domaine des énergies vertes. Il a d'ailleurs sillonné la planète dans le cadre de ses autres emplois. Il connaissait donc bien les besoins dans les pays où les infrastructures électriques laissent à désirer. L'idée de créer des luminaires fonctionnant au solaire et à l'éolien s'est donc rapidement imposée.

Deux ans de recherches et un million de dollars plus tard, les deux hommes et leur équipe ont accouché d'un concept qui suscite beaucoup d'enthousiasme, disent-ils.

AESP a récemment signé une entente de partenariat avec des hommes d'affaires de Dubaï. Il est d'ores et déjà prévu qu'une usine de fabrication de poteaux y sera aménagée afin de réduire les coûts de transport.

Trois produits

«Rien que pour envoyer cinq luminaires là-bas, ça nous a coûté des milliers de dollars. Quand la nouvelle usine ouvrira, on n'aura qu'à expédier les composantes électroniques qui seront fabriquées ici à Saint-Eustache», affirme Francis Tourigny.

Pour l'heure, la PME offre trois produits différents,

lesquels sont vendus de 5000\$ à 8000\$. À ce prix-là, ils disent être concurrentiels, car ils offrent un produit unique, durable (ils utilisent des ampoules LED) et qui ne coûte rien à alimenter en énergie. Les deux entrepreneurs ne se sont d'ailleurs pas contentés de fabriquer des luminaires autosuffisants en énergie; ils les ont également rendus «intelligents». Ainsi, ils peuvent à distance, contrôler l'intensité lumineuse, éteindre ou allumer le luminaire de leur choix, vérifier si la pile de chacun d'entre eux est suffisamment chargée, si l'ampoule DEL doit être remplacée, etc.

Pour l'heure, la division luminaire de AESP ne génère aucun revenu. Mais ça ne saurait tarder, croient les deux hommes d'affaires. Rien qu'avec leur nouveau partenaire de Dubaï, les ventes des produits québécois pourraient se chiffrer en milliers d'unités à très court terme. «On commence le stade de la commercialisation», dit Édouard Aubé.

Une usine en Inde

«Et en Inde, où nous songeons éventuellement à ouvrir une usine de poteaux, le potentiel est énorme. Le gouvernement investit des dizaines de milliards dans la construction de liens autoroutiers. Il y a là un marché à prendre», ajoute M. Aubé, un ancien coureur automobile (Formule Ford et 2000) qui a été parrainé par le mécène Stephen Bronfman. C'est d'ailleurs M. Bronfman qui a financé AESP à ses débuts.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise se situe entre 3 et 5 millions. En 2012-2013, la PME prévoit doubler, sinon tripler ses revenus. Si l'engouement pour leurs produits se maintient, «the sky is the limit», croient les entrepreneurs. D'ailleurs, l'entreprise n'abandonnera pas sa division de fabrication de pièces en acier pour autant. Toutefois, il se pourrait que la division éclairage s'installe sous peu dans ses propres locaux.

Les deux hommes d'affaires savent pertinemment qu'ils vont éveiller la concurrence et qu'on ne leur fera pas de quartier. «Nous sommes en instance de brevets et nous avons de très bons avocats qui nous conseillent», disent-ils. Outre leur entente avec des investisseurs du Moyen-Orient, les deux hommes recherchent de nouveaux capitaux pour la suite des choses. Ils sont à l'affût, demeurent très prudents et souhaitent faire un choix... éclairé.

LA PRESSE AFFAIRES LE MONDE DES PME

L'APPROCHE TIMPSON

La boutique du coin à l'échelle nationale

Chaque semaine, nous vous proposons un extrait d'un « cas pédagogique » du Centre de cas de HEC Montréal: la description en contexte d'une situation réelle d'entreprise qui suscite des interrogations et une réflexion sur certains aspects de la gestion.

SOPHIE TESSIER ET LUIS CISNEROS
COLLABORATION SPÉCIALE
HEC



PHOTO HOWARD BARLOW, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

La famille Timpson tient boutique au Royaume-Uni, de génération en génération, depuis 1865.

et ce, selon les dires de John Timpson, grâce à « l'approche Timpson ».

L'Upside Down Management

John Timpson a donné un nom à son style de gestion: l'Upside Down Management. Le service à la clientèle est la base de l'Upside Down Management. Chez Timpson, le client passe toujours en premier. Les gens travaillant directement dans les boutiques sont considérés comme étant les plus importants de l'entreprise, car ce sont eux qui ont un contact direct avec les clients et, par conséquent, ils doivent avoir la liberté d'agir afin de les satisfaire. Par exemple, n'importe quel employé dans une boutique peut dépenser jusqu'à 500 £ (800 \$ CAN) pour régler une plainte d'un client sans demander la permission à quiconque. Par ailleurs, les prix proposés aux employés

des boutiques sont flexibles. Les employés ont la liberté d'offrir des rabais lorsqu'ils jugent opportun de le faire. Les gérants des boutiques ont carte blanche quant au stock dans leur boutique afin de répondre aux besoins des clients.

En fait, Timpson n'a que deux règles formelles: « 1: Avoir le profil de l'emploi. 2: Être d'une honnêteté irréprochable. » (Extrait du livre *How to Be a Great Employee*). La première règle rappelle l'importance d'adopter une tenue et un comportement appropriés afin d'offrir un service à la clientèle hors pair. La deuxième règle rappelle l'importance de ne pas mentir, de ne pas voler et d'admettre ses erreurs. En effet, pour ce type d'organisation, le plus grand risque est le vol (d'où la deuxième règle). Pour pallier ce risque, les clients sont mis à contribution. Par exemple, sur chaque caisse

enregistreuse, il y a un collant qui précise que si les clients ne reçoivent pas de reçus, ils ont droit à un service gratuit. Cette initiative est loin d'être une naïve tentative pour satisfaire le client, mais plutôt une façon de s'assurer que les employés enregistrent toutes les transactions.

Si la mauvaise performance d'une boutique éveille les soupçons, la haute direction n'hésitera pas à installer des caméras cachées. Les employés sont informés de cette possibilité dès l'embauche.

Très bons avantages sociaux

Pour recruter et garder les meilleurs employés, Timpson offre de très bons avantages sociaux. De plus, la plupart des promotions se font à l'interne. Ainsi, les employés entendent un avenir à plus long terme avec l'entreprise. Le taux de roulement est très élevé chez les nouveaux employés durant les huit premières semaines, car plusieurs ne peuvent s'adapter au style de gestion et quittent rapidement l'entreprise. Par contre, le taux de rotation est très faible chez ceux qui décident de rester. Les réactions sont donc assez fortes: soit on aime et l'on y reste longtemps, soit on déteste et l'on quitte rapidement. Les employés qui restent sont donc très loyaux et font partie de la famille. D'ailleurs, il arrive que des cas de vol soient découverts grâce à des délateurs internes.

Sophie Tessier et Luis Cisneros sont professeurs à HEC Montréal.

Vous trouverez la version intégrale du cas « L'approche Timpson par l'absence de contrôle » à l'adresse <http://www2.hec.ca/centredecas> du Centre de cas HEC Montréal.

QUELQUES INTERROGATIONS...

> Timpson est-elle vraiment une entreprise « sans contrôle » ?

> Que penser de l'Upside Down Management comme mode de gestion ?

ET DES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE

> Il faut distinguer les contrôles bureaucratiques (règles, politiques et procédures qui définissent comment les actions doivent être exécutées et par qui) des contrôles sociaux (valeurs, normes, idéologies qui guident les façons d'être et d'agir des employés).

> Timpson n'est pas une entreprise sans contrôle, mais plutôt une entreprise avec un contrôle bureaucratique minime pallié par un contrôle social très fort.

> L'analyse des scandales financiers mène souvent à la même conclusion: la cause fondamentale du dérapage est la défaillance des contrôles sociaux qui, à son tour, entraîne une mauvaise application des contrôles bureaucratiques.

> Comme tout mode de gestion, l'Upside Down Management peut très bien convenir à certaines entreprises – et certains employés – mais n'est certainement pas une panacée. Pour Timpson, cette approche semble adaptée au fait que l'entreprise comporte de nombreuses boutiques, petites et indépendantes, qu'il s'agit d'une entreprise de services basée sur la satisfaction des clients et que l'activité comporte peu de risques.

LE LUXE, SANS LE PRIX.

OBTENEZ UN TAUX ANNUEL AUSSI BAS QUE

0% POUR UN TERME MAXIMAL DE **48** MOIS

AU FINANCEMENT, À LA LOCATION** OU À L'ACHAT* APPLICABLE À LA PLUPART DES VÉHICULES 2012 ET 2013 NEUFS.

ET

CLUBLINK UN ABONNEMENT plus de golf

OBTENEZ UN ABONNEMENT D'UN AN NIVEAU OR COMME MEMBRE ASSOCIÉ.

PLUS

LES MEMBRES COSTCO ADMISSIBLES OBTIENNENT UN RABAIS ADDITIONNEL DE

1000 \$[†]

LINCOLN MKZ 2012 À TRACTION AVANT

Comprend l'ensemble décor sport avec :
Jantes de 18 po en aluminium poli
Ensemble de garnitures intérieures en aluminium
Calandre spécifique / Sièges chauffants/refroidissants
Traction intégrale intelligente aussi disponible.

Louez ce véhicule pour aussi peu que **368** \$
Aucun dépôt de garantie.¹

par mois au taux d'intérêt annuel de 0 %^{††} pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 4 499 \$.
L'offre inclut 3 860 \$ en rajustements de prix.

LE CUIR BRIDGE OF WEIR^{MC}

est l'un des cuirs les plus luxueux au monde. Tanné de façon biologique, sans recours à des produits chimiques agressifs, il est exceptionnellement doux et souple au toucher. Chaque siège est recouvert du cuir provenant d'une même peau, car chaque peau est unique.

LE NOUVEAU LINCOLN MKX 2013 À TRACTION INTÉGRALE

MyLincoln Touch^{MC†} / Moteur V6 de 3,7 L développant 305 ch
Sonar et caméra de recul* / Démarrage à bouton-poussoir
Phares adaptatifs avec lampe à décharge

Louez ce véhicule pour aussi peu que

468 \$ par mois au taux d'intérêt annuel de 0 %^{††} pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 7 699 \$.

Aucun dépôt de garantie.¹

LE NOUVEAU LINCOLN MKT 2013 À TRACTION INTÉGRALE AVEC MOTEUR ECOBOOST^{MC}

Maintenant équipé de MyLincoln Touch^{MC†} / Stationnement actif[†] livrable
7 places / Moteur V6 EcoBoost^{MC} de 3,5 L développant 365 ch[†]
Toit panoramique Vista à commande électrique livrable

Louez ce véhicule pour aussi peu que

548 \$ par mois au taux d'intérêt annuel de 0 %^{††} pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 7 699 \$.

Aucun dépôt de garantie.¹

BEAUCE AUTO (2000) 418 774-8901 BEAUCEVILLE-EST	ALBI FORD LINCOLN JOLIETTE 450 759-7750 JOLIETTE	FORD LINCOLN GABRIEL 514 487-7777 MONTREAL	OSTIGUY FORD 450 658-1717 RICHELIEU	MORAND FORD LINCOLN 450 632-1340 SAINT-CATHERINE	DES LAURENTIDES FORD 450 436-2264 SAINT-JEROME	TROIS-RIVIERES FORD LINCOLN 819 370-3315 TROIS-RIVIERES	DUPORTAGE FORD 819 778-2751 GATINEAU (MULL)	DERAGON AUTO CITÉ 450 286-0101 COWANSVILLE
MONTMORENCY FORD LINCOLN 1 866 781-5986 BROSSARD	440 FORD LINCOLN 450 888-9200 LAVAL	LE CIRCUIT FORD LINCOLN 514 325-4700 MONTREAL	VAL ESTRIE FORD LINCOLN 819 563-4466 SHERBROOKE	BORL FORD LINCOLN 450 773-7070 SAINT-HYACINTHE	AUTO RÉJEAN LAPORTE & FILS 450 836-3783 SAINT-NORBERT	HARDY RINGUETTE AUTOMOBILES 819 874-5151 VAL D'OR	DES JARDINS AUTO COLLECTION 418 683-4451 QUEBEC	

LINCOLN

Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au RERPM (pour les véhicules loués ou financés), la taxe écologique sur les zones neuves, la TPS et la TVQ, les frais pour insuffisance de provision (le cas échéant), l'usure excessive et les frais de retour de paiement. Tous les prix sont applicables à partir du détail suggéré par le constructeur (PMS). Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. Du 1^{er} avril au 30 juin 2012, obtenez un taux de financement de 0 % à l'achat d'un véhicule Lincoln 2012 / 2013 neuf parmi les suivants: MKZ à traction avant / MKZ à traction intégrale / MKZ à traction intégrale avec moteur EcoBoost pour un terme maximal de 48 mois sur approbation du crédit par Crédit Ford. Louez un véhicule d'une valeur de \$41 500 \$ / \$40 500 \$ / \$2 250 \$ à un taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme maximal de 48 mois; la mensualité exigible, dans le cas où un acompte de \$4 499 \$ / \$7 699 \$ / \$7 699 \$ est versé ou qu'un véhicule d'une valeur équivalente est offert en échange, sera de \$368 / \$468 / \$468 \$, pour une obligation locative totale de \$22 633 \$ / \$30 165 \$ / \$4 005 \$ et la valeur de rachat optionnel sera de \$5 281 \$ / \$9 247 \$ / \$8 288 \$. Les frais de location seront de 0 \$ ou 0 %. L'offre du MKZ 2012 à traction avant inclut 5 000 \$ en allocation-livraison et 860 \$ en contribution du concessionnaire. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout rajustement de prix. Certaines conditions et une limite de \$4 000 / \$8 000 / \$8 000 kilomètres sur une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,16 \$ par kilomètre, plus les taxes applicables, s'applique au-delà de la limite permise. * Cette offre est en vigueur du 3 avril au 31 mai 2012 (« période de l'offre ») seulement et s'adresse aux résidents canadiens membres en règle de Costco, en date du 31 mars 2012 ou avant. Profitez de cette offre aux membres de Costco de 1 000 \$ CAN de réduction à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford ou Lincoln 2012 ou 2013 (à l'exclusion des Fiesta, Focus, Raptor, GT 500, Mustang Boss 302, Transit Connect EV et camions de poids moyens) (l'achat étant un « véhicule admissible »). Le véhicule neuf doit être livré ou commandé à l'usine par votre concessionnaire Ford ou Lincoln participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants et est assujettie à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un (1) véhicule admissible par membre admissible de Costco, jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules par numéro de membre de Costco seulement. Cette offre est transférable aux personnes vivant dans le même foyer qu'un membre admissible de Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford au Canada limitées, soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre), soit au moment de la livraison, mais non des deux. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$ CAN. Offre d'une durée limitée. * Seuls les résidents du Québec et de l'Ontario peuvent se prévaloir de cette offre. Offre en vigueur du 3 avril au 2 octobre 2012 (« période du programme »). Obtenez un (1) abonnement gratuit de un (1) an niveau or à ClubLink comme membre associé au moment de l'achat ou de la location d'un véhicule Lincoln 2012 ou 2013 neuf (chacun un « véhicule admissible »). Un (1) seul abonnement de un (1) an de niveau or à ClubLink en tant que membre associé sera attribué à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible – jusqu'à un maximum de deux (2) véhicules admissibles. L'abonnement de un (1) an de niveau or à ClubLink en tant que membre associé n'a aucune valeur d'échange en espèces et doit être accepté tel quel. Cette offre est assujettie à la disponibilité des véhicules. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Chaque véhicule admissible doit être livré ou être l'objet d'une commande à l'usine par votre concessionnaire Ford Canada participant à l'intérieur de la période du programme. L'abonnement gratuit de un (1) an de niveau or à ClubLink en tant que membre associé ne peut être transféré qu'à un non-membre de ClubLink. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux particuliers faites par Ford Canada au moment de la commande à l'usine ou de la livraison (mais pas dans les deux cas). Cette offre, d'une durée limitée, peut être annulée en tout temps sans préavis. * Bonne obtenue en utilisant du carburant super sans plomb. * Bonne obtenue en utilisant du carburant super sans plomb. Entrez le 1^{er} avril et le 30 juin 2012, aucun dépôt de garantie n'est requis à la location d'un véhicule Lincoln 2012 / 2013 neuf (location Super Rouge, sur approbation du crédit par Crédit Ford). Un dépôt de garantie pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions du crédit du client. La distraction du conducteur peut occasionner la perte de maîtrise du véhicule. Utilisez les téléphones cellulaires et autres appareils, même ceux dotés de la commande vocale, que lorsque les conditions sont sécuritaires. Certaines fonctions exigent l'emploi d'appareils mobiles compatibles – consultez www.lincolncanada.com pour obtenir la liste des téléphones cellulaires, lecteurs multimédia et fonctions compatibles. Certaines fonctions ne sont pas accessibles lorsque les vitesses sont engagées. * Les caractéristiques d'aide à la conduite sont complémentaires et ne remplacent aucunement le bon jugement du conducteur. © 2012 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Commerce de gros (Can)	fév.: -0,2 janv.: -1,0
Canadien National	BPA IT: 1,03\$
Canfor	BPA IT: 23¢
Xerox	BPA IT: 22¢US

JEUDI 26 AVRIL

Domtar	BPA IT: 1,96\$
Potash Corp.	BPA IT: 64¢
Shoppers Drug Mart	BPA IT: 57¢
Tembec	BPA 2T: -2¢
TransAlta	BPA IT: 25¢

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

DEMAIN

Ventes de maisons neuves (É.-U.)	mars: 2,2% fév.: -1,6%
Celestica	BPA IT: 22¢
Rogers Comm.	BPA IT: 77¢
Teck Res.	BPA IT: 89¢

VENDREDI 27 AVRIL

Ind. de confiance du Michigan (É.-U.)	avril: 75,7 mars: 75,7
Atco	BPA IT: 1,98\$
Groupe Canam	BPA IT: -6¢
TransCanada	BPA IT: 59¢

MERCREDI 25 AVRIL

Nouvelles commandes de biens durables (É.-U.)	mars: -1,2% fév.: 2,2%
Bell Aliant	BPA IT: 40¢
CGI	BPA 2T: 40¢
Goldcorp	BPA IT: 54¢

LUNDI 30 AVRIL

Dépenses de consommation (É.-U.)	mars: 0,4% fév.: 0,8%
Brookfield Canada	BPA IT: 37¢
Canadian Oil Sands	BPA IT: 54¢
Suncor Energy	BPA IT: 80¢

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

				1	6			
	8		4	7				
9			2			5		
6	1		5					7
					8			
3	7		6				9	
	6		5	3				
		4						
	1				9	2	4	3

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

5	4	7	9	6	3	8	2	1
3	2	9	7	1	8	6	4	5
6	8	1	5	2	4	7	9	3
9	3	4	8	5	7	2	1	6
2	6	5	4	3	1	9	7	8
1	7	8	6	9	2	5	3	4
7	5	6	1	4	9	3	8	2
8	1	2	3	7	6	4	5	9
4	9	3	2	8	5	1	6	7

Niveau de difficulté : MOYEN

2269

Par Fabien Savary

2268

Comment tomber Dans l'œil du dragon

DRAGON

suite de la page 1

« On me dit que j'ai toujours eu du pif, dit Gaëtan Frigon, président de Publimage. Ça prend quelqu'un capable de juger en quelques minutes une présentation. On va vers la qualité de l'entrepreneur plus que son produit. »

Chaque dragon devait se commettre pour des investissements totalisant 200 000 \$, lors des huit enregistrements qui se sont déroulés en mars à Québec. « Certains ont investi le double, dit Louis Laverdière. Il y a eu 26 propositions d'affaires qui se sont soldées par 17 deals. »

Une émission nécessaire

Cette émission est nécessaire pour une classe d'entrepreneurs inintéressants pour les banques, selon Gaëtan Frigon. « Souvent, l'entrepreneur ne sait pas quoi faire pour avoir du financement, souligne-t-il. La banque veut des faits. Alors que les dragons vont le considérer avec un œil différent. On va s'attarder à la façon avec laquelle il décrit son produit, à sa réaction pendant sa présentation. »



Face aux dragons, l'entrepreneur-candidat doit s'attendre à tout type de commentaires et réactions.

PHOTO FOURNIE PAR DANS L'OEIL DU DRAGON

« L'émission n'est pas éducative, mais on a comme souci de révéler une réalité, dit Louis Laverdière. On a assisté en audition à toute une panoplie de cas. De l'inventeur-créateur

dans sa bulle qui n'a aucune idée du monde des affaires à des gens très articulés et bons gestionnaires. »

Pour le candidat, *Dans l'œil du dragon* est aussi un cours.

justifier cette valeur devant les dragons. Idéalement, on aimerait encadrer mieux, mais ça prend beaucoup de ressources. »

S'attendre à tout

Face aux dragons toutefois, l'entrepreneur-candidat doit s'attendre à tout type de commentaires et réactions! « Il y a des exemples d'erreurs et on se sent obligés d'en témoigner, dit Louis Laverdière. Ailleurs, les dragons sont très durs. Au Québec, on ne pouvait pas agir de cette façon, car notre communauté est trop tissée serrée. Mais on doit quand même être rigoureux. Il y a une façon de dire la vérité, de donner l'heure juste sans blesser. »

Mais qu'est-ce qu'un commentaire négatif pour une pub inestimable? Même devant un demi-million de téléspectateurs, comme lors de la première émission. Depuis son passage, l'entreprise de chansons personnalisées Folifola a vu son site internet exploser... dans le premier sens du terme! Et le nombre de visiteurs de l'entreprise de vêtements KLS est passé de 206 à plus de 3000 après être tombée *Dans l'œil du dragon*...

Des crabiers réclament 250 millions à Ottawa

CRABIER

suite de la page 1

Mais à partir de 2003, le gouvernement fédéral a décidé de permettre à des centaines de nouveaux pêcheurs de travailler dans la zone. Ce faisant, il enlevait une portion du total admissible de captures aux 130 requérants pour le donner à d'autres, ce qui aurait réduit de façon significative leurs revenus. « La pointe de tarte est de plus en plus mince », soupire M. Desbois.

En tout, 16 % de la ressource a été offerte à des communautés autochtones. Une part semblable est allée à des pêcheurs d'autres espèces, dont le homard, alors qu'un 5 % a été attribué aux pêcheurs d'une autre zone. Le nombre de permis est ainsi passé de 130 à près de 400 en quelques années. Selon les plaignants, le gouvernement

aurait dû racheter des permis aux volontaires plutôt que d'en émettre des nouveaux, dont le nombre élevé « mettait en péril la viabilité de leurs entreprises et de la pêche au crabe en général, et risquait de mettre en péril la ressource elle-même ».

Dans l'opération, Pêches et Océans Canada s'est même approprié une portion des quotas pour financer

2008 à cause des agissements du gouvernement. Ils ont déposé une première requête devant la Cour fédérale en 2007. Après plus de cinq ans de procédures, de dépôts de documents et de batailles devant les tribunaux simplement pour avoir le droit de procéder, un juge de Fredericton entendra les parties sur le fond pour une première fois. Ottawa a

Selon les plaignants, le gouvernement aurait dû racheter des permis aux volontaires plutôt que d'en émettre des nouveaux, dont le nombre élevé « mettait en péril la viabilité de leurs entreprises et de la pêche au crabe en général, et risquait de mettre en péril la ressource elle-même ».

ses activités de recherche en permettant à un sous-traitant chargé d'effectuer certains relevés de pêcher 50 tonnes métriques de crabe pour le payer. Cette pratique a été condamnée par un tribunal: le Ministre n'avait pas le pouvoir de payer un fournisseur avec les produits de la pêche.

Les quelque 130 crabiers traditionnels affirment avoir perdu 248,5 millions de dollars entre 2003 et

demandé un jugement sommaire pour que la poursuite contre lui soit abandonnée.

« Nous comptons bien prouver au juge que nous avons une cause », prévient l'avocat Bernard Jolin du cabinet Heenan Blaikie, qui défend les crabiers. S'ils y arrivent, le procès devrait avoir lieu avant la fin de 2013.

Pêches et Océans Canada a refusé de commenter le litige puisqu'il est toujours devant les tribunaux.

PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE
Les quelque 130 crabiers traditionnels affirment avoir perdu 248,5 millions de dollars entre 2003 et 2008.

AFFAIRES
700

725 TENUE DE LIVRES, IMPÔT

EXPERT COMPTABLE FISCALITÉ, travaillant Ministère Rev., 44 ans exp., particulier, autonome, corporatif, problème d'impôt • 514-352-9603

LUCIANI *Laissez-vous tenter par la différence Luciani ON VOUS ATTEND.* **INFINITI** Performance inspirée™

INFINITI G25 Berline 2012

Financement à la location **2,9%** pour 24 mois*

Mensualité de **325\$**

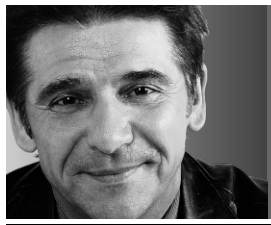
2012 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES alg

*† Visitez Luciani Infiniti le plus près pour connaître tous les détails.

4000 JEAN-TALON OUEST MONTRÉAL | 514.731.7977 | www.lucianiinfiniti.com | suivez Luciani Infiniti sur

ABITIBIBOWATER

Le drame prend de l'ampleur



MICHEL
GIRARD
CHRONIQUE

Sur les 3200 employés et ex-employés de la papetière AbitibiBowater qui ont reçu l'an dernier un dédommagement dans le cadre de la restructuration de l'entreprise en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC), environ 2400 personnes se sont fait dédommager en actions.

Il y a fort à parier que la plupart d'entre eux se retrouvent aujourd'hui dans une situation similaire à l'ex-employé Jean Bédard dont j'ai raconté la mésaventure financière dans une récente chronique, *Le fisc empêche sa bonification de retraite*.

Je résume son drame. Sur une réclamation de 38 558\$ pour une bonification de pré-retraite non payée, M. Bédard n'a finalement reçu qu'un dédommagement de 5603\$, réparti comme suit: une somme de 238,70\$ comptant, plus un lot de 203 actions, à une valeur initiale de 26,40\$ l'action.

Son problème? Alors qu'il devra payer quelque 2000\$ d'impôts sur ce

dédommagement de 5603\$ (considéré comme du revenu d'emploi par le fisc), la valeur réelle de ses 203 actions a fondu de moitié (à 13\$) à la suite de la déconfiture du titre en Bourse.

Jean Bédard admet avoir reçu ces documents explicatifs. Mais, étant néophyte de la Bourse, jamais il ne croyait que les actions qu'on lui offrait allaient s'effondrer aussi rapidement.

M. Bédard se retrouve donc dans l'inconfortable position où la «valeur nette» de son dédommagement de 5603\$ tombe après impôts en dessous de 1000\$. Encore plus injuste fiscalement parlant: alors que le fisc traite ce dédommagement en actions comme du revenu d'emploi pleinement imposable, il traitera les pertes sur ces mêmes actions comme des pertes en capital, donc à moitié déductibles,

et seulement à l'encontre de gains en capital.

À l'instar de M. Bédard, les 2399 autres employés ou ex-employés d'AbitibiBowater (incluant des Américains) qui ont reçu leur dédommagement en actions sont sans doute aux prises avec de lourdes pertes. Le titre s'est rapidement effondré à partir du moment où le prix des actions a été déterminé aux fins du calcul des dédommagements à verser par rapport aux réclamations des créanciers d'AbitibiBowater, entre mi-avril et mi-mai

de les monétiser en acceptant de donner un ordre de vente.

«Il était possible de faire monétiser ses actions peu de temps après les avoir reçues. Dans ce cas, explique M. Choquette, le traitement fiscal aurait été le même, mais le nouvel actionnaire n'aurait pas subi la baisse de la valeur marchande de l'action. Il était également possible de faire effectuer des retenues à la source sur sa réclamation.»

«Après vérifications auprès d'Ernst & Young, au moins 25% des employés ont soit monétisé leurs actions et/ou opté pour l'option de faire effectuer des retenues à la source sur réclamation.»

Jean Bédard admet avoir reçu ces documents explicatifs. Mais, étant néophyte de la Bourse, dit-il, jamais il ne croyait que les actions qu'on lui offrait allaient s'effondrer aussi rapidement. Le certificat des 203 actions d'AbitibiBowater qu'a reçu M. Bédard porte la date du 10 octobre 2011. L'action ne valait plus que 16\$ à ce moment-là, soit 10\$ de moins qu'en mai, moment de la fixation du prix des actions pour le dédommagement.

Autre surprise pour M. Bédard: comme il réclamait une bonification de retraite, il était convaincu que le dédommagement lui serait versé en franchise d'impôt...

Vous allez me dire qu'il n'avait qu'à s'informer auprès d'un fiscaliste pour obtenir les précieux conseils. Quand votre entreprise se place sous la protection de la loi sur les faillites et que vous risquez de tout perdre, peu d'employés ont les moyens de se payer les savants conseils de fiscalistes!

Pour vous montrer à quel point l'arrangement d'AbitibiBowater avec ses créanciers est parsemé d'embûches, un ex-cadre attend toujours le dédommagement de quelque 80 000\$ qu'on lui avait promis. On lui a dit que le dédommagement est basé sur des actions évaluées à 25\$.

Le hic? La proposition qu'on lui a faite remonte au 28 septembre 2011, l'action se négociant à 16,00\$. Ainsi, avant même de signer l'entente, il se retrouvait avec des actions qui étaient en baisse de 36%. Aujourd'hui, les mêmes actions qu'il n'a toujours pas reçues... se négocient à la moitié du prix d'attribution.

Comble de ridicule, l'ex-cadre va tantôt devoir déclarer un revenu de 80 000\$ alors qu'il ne recevra concrètement que la moitié du dédommagement.

Il en sera finalement quitte pour payer 35 000\$ d'impôt sur un revenu d'à peine 40 000\$.

C'est ce qu'on appelle de l'impôt usuraire!

INVESTISSEMENT QUÉBEC

Un rendement inférieur aux attentes

HÉLÈNE BARIL

Dans le bilan qu'il a fait publiquement de la première année d'activités de la nouvelle société Investissement Québec, son président, Jacques Daoust, s'est vanté un peu vite d'avoir réalisé à la fois son objectif de réduire les coûts et son objectif de rendement en 2011.

métropolitain le 17 avril, M. Daoust avait été assez clair.

«Nous avons par ailleurs réalisé un rendement sur nos fonds propres qui est conforme à notre objectif. Et, je le répète, notre objectif premier est de contribuer au développement économique en ne coûtant rien au gouvernement», avait-il affirmé.

de 4% n'a pas été atteint parce que c'est l'année de la fusion avec la Société générale de financement (SGF), a expliqué la porte-parole d'Investissement Québec, Chantal Corbeil.

Elle a reconnu que les mots employés par son président ont pu porter à confusion. Il avait été impossible de poser

Il semble que le président a surestimé les capacités de son organisation. L'objectif de 4% n'a pas été atteint parce que c'est l'année de la fusion avec la SGF, a expliqué la porte-parole d'Investissement Québec, Chantal Corbeil.

«L'objectif de rendement égal au coût des emprunts du gouvernement, soit 4%, ce n'est pas pour cette année, a précisé la porte-parole de l'organisation, Chantal Corbeil. C'est un objectif à long terme.»

Le rendement réel d'Investissement Québec pour 2011 est de 2%, soit la moitié de l'objectif. Pourtant, dans son discours devant la chambre de commerce du Montréal

Il se disait particulièrement fier d'avoir réussi tout ça «dans le contexte particulier de la fusion et des efforts déployés pour bâtir la nouvelle société».

«C'est la preuve qu'Investissement Québec, nous sommes capables de changer une crevaillon sur une automobile en marche», avait-il ajouté.

Il semble que le président a surestimé les capacités de son organisation. L'objectif

des questions à M. Daoust après son discours à la chambre de commerce parce qu'il était trop pressé.

Le rapport annuel d'Investissement Québec sera rendu public au mois de juin. Il devrait présenter un bilan séparé pour les activités d'investissement et celles de gestion des programmes gouvernementaux qui ont maintenant fusionné au sein de la société d'État.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

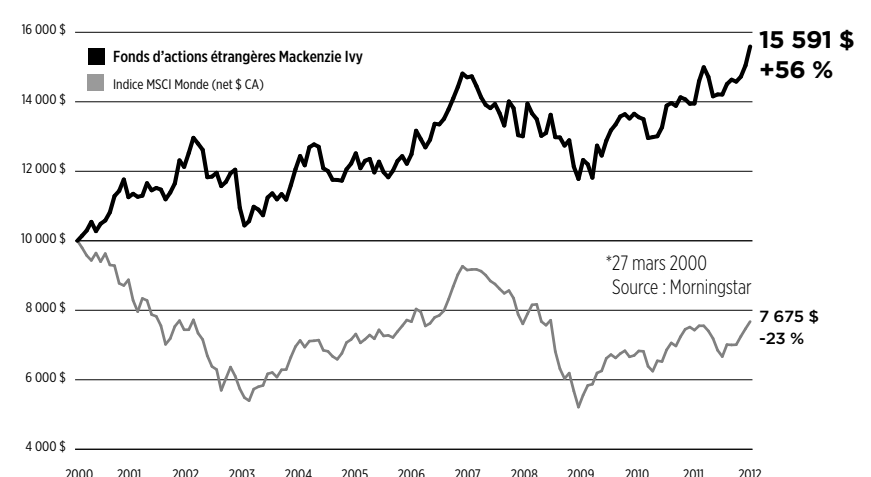
Le rendement réel d'Investissement Québec en 2011 est de 2%.

Pensez-vous qu'action mondiale signifie argent qui dort?

Détrompez-vous. Malgré le désarroi économique mondial, il existe toujours de par le monde des sociétés résilientes qui prospèrent. La clé est d'avoir la rigueur pour les découvrir et la discipline de les conserver pour des rendements supérieurs à long terme. Cette combinaison gagnante, vous la trouverez dans le **Fonds d'actions étrangères Mackenzie Ivy.**

Ajoutez les plus importantes sociétés du monde à votre portefeuille grâce au **Fonds d'actions étrangères Mackenzie Ivy** — appelez votre conseiller ou visitez www.mackenziefinancial.com/pensez

Rendement cumulé depuis le sommet du marché en 2000*



	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis le lancement 16/10/92
Fonds d'actions étrangères Mackenzie Ivy	11,8 %	8,1 %	1,1 %	1,9 %	7,1 %
Indice MSCI Monde (net \$ CA)	3,3 %	11,4 %	-3,5 %	-0,1 %	5,7 %



Gestionnaire de fonds d'actions étrangères de l'année Morningstar
Paul Musson
Portefeuilleiste, Fonds d'actions étrangères Mackenzie Ivy

Mackenzie
PLACEMENTS

Les placements dans les fonds communs peuvent donner lieu à des courtages, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les taux de rendement indiqués correspondent au rendement annuel composé historique total et tiennent compte des variations de la valeur unitaire et du réinvestissement de toutes les distributions, exclusion faite des frais d'acquisition, frais de rachat, frais de distribution, autres frais accessoires ou impôts sur le revenu payables par tout porteur de titres et qui auraient réduit le rendement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. Rendement au 31 mars 2012. Le prix du Gala canadien du placement Morningstar dans la catégorie Gestionnaire de fonds d'actions étrangères de l'année Morningstar a été décerné en fonction des données pour l'année terminée le 31 août 2011.

LA PRESSE AFFAIRES

INNOVATION

PHILIPPE MERCURE

Un tableau de bord pour l'efficacité énergétique

INOVAE

Président
Vincent Lévesque

Fondateurs
Yan Basile-Bellavance, Joël Lavoie,
Vincent Lévesque et Hakim Rouab

Investisseurs
Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) et Centre d'excellence en efficacité énergétique (C3E)

Le concept en 140 caractères

Inovae a inventé une application collaborative qui permet d'analyser et gérer en temps réel la performance énergétique et environnementale des bâtiments.

Objectifs d'ici un an

Faire adopter la solution Smartmanager partout au Canada et commencer à percer le marché américain grâce à des partenariats stratégiques.

Manquer d'information est un problème qui tue quand vient le temps de prendre des décisions. Mais en avoir trop peut être tout aussi paralysant.

Les gestionnaires de bâtiment qui cherchent à réduire leur facture énergétique se retrouvent souvent dans la deuxième situation. Des compteurs intelligents les mitraillent d'informations sur la consommation d'électricité, d'eau ou de gaz de leurs bâtiments. Des systèmes de toutes sortes ajustent automatiquement l'éclairage ou le chauffage... entrant souvent en conflit avec les occupants qui jouent eux-mêmes avec les contrôles. Ajoutez à cela

des consultants en efficacité énergétique qui débarquent et accouchent de rapports, et vous pouvez rapidement vous diriger vers un solide mal de tête.

« Le gestionnaire se retrouve souvent avec plein d'informations provenant de plein de sources, mais il ne peut pas prendre de décisions parce qu'il n'a pas de vue d'ensemble. Ce qui lui manque, c'est un tableau de bord », explique Vincent Lévesque, président de l'entreprise Inovae. Ce tableau de bord, la petite boîte de 12 employés en a pondu un. Son nom: Smartmanager, une plateforme technologique qui sera lancée cette semaine.

Smartmanager est la toute nouvelle version d'un outil de gestion énergétique créé par Inovae et installé à ce jour dans une vingtaine de bâtiments au Québec, autant des tours de bureaux que des écoles et des hôpitaux.

L'objectif de ces outils: regrouper toute l'information sur la consommation d'énergie d'un bâtiment, la présenter de façon claire au gestionnaire et lui faire des recommandations précises sur la meilleure façon de réduire sa facture.

Smartmanager ne fait pas que documenter la consommation d'énergie du bâtiment. Il compare cette consommation au taux d'occupation des lieux et à la température extérieure pour voir si elle est normale. Dans le cas contraire, le système envoie une alerte au gestionnaire. Il documente aussi toutes les interventions faites sur le bâtiment en un seul et même registre.

« Ce que les gestionnaires de bâtiment veulent, c'est de



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

« Ce que les gestionnaires de bâtiment veulent, c'est de l'information précise et simple à comprendre », explique Vincent Lévesque, président d'Inovae.

l'information précise et simple à comprendre qui décrit l'état de la situation et qui leur dit s'ils doivent intervenir ou non. C'est ce qu'on leur donne », résume Vincent Lévesque.

Quatre gars et un projet

Inovae est née en 2008 quand quatre gars à l'aube de la trentaine se sont réunis autour d'un projet ambitieux, mais encore très imprécis: lancer une entreprise capable d'aider l'environnement.

« On a regardé le stockage d'énergie pour les éoliennes, le solaire, les bioréacteurs pour faire du biocarburant avec des algues... On a fait pas mal fait d'exploration », raconte M. Lévesque.

À l'époque, l'un des quatre amis fait de la consultation en efficacité énergétique. C'est lorsque l'un de ses clients lui fait part de son insatisfaction envers les outils qu'il utilise que les quatre comparses voient poindre une opportunité d'affaires.

« On était jeunes, on avait des dettes d'études, alors on a financé ça comme on pouvait, en mettant ensemble quelques milliers de dollars. On peut dire qu'on est des entrepreneurs de la rue », relate Vincent Lévesque.

Question de pouvoir faire vivre l'entreprise, les quatre associés conservent leur emploi et redirigent une partie de leur salaire vers le projet.

« Dès qu'on a eu quelques contrats, on a lâché nos jobs et on a fait le saut. En priant pour que d'autres contrats suivent », dit M. Lévesque.

Entre-temps, Inovae s'inscrit à tous les concours d'entrepreneuriat possibles et imaginables, décrochant bon nombre de bourses et de prix qui permettent de financer une partie des activités.

C'est quand le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) décide de miser du capital-risque sur l'entreprise qu'Inovae déménage dans une ancienne usine de textile de la rue Saint-Ambroise, dans le quartier Saint-Henri.

Aujourd'hui, ils sont 12 à y travailler. Pendant que les programmeurs tapent des codes sur des claviers, quelques employés bidouillent de l'électronique dans un labo bricolé de toutes pièces qui trône au beau milieu du loft.

Inovae espère bientôt passer à une vitesse supérieure. L'entreprise vient de décrocher une place au sein de l'accélérateur d'entreprises Clean Launch, à Denver, au Colorado. Des employés y séjourneront pendant trois mois dans l'espoir de faire évoluer la technologie, tisser des liens d'affaires et décrocher du financement additionnel.

« Dans un an, on veut que Smartmanager soit utilisé partout au Canada, dit Vincent Lévesque, qui espère aussi réaliser quelques percées aux États-Unis. Mais c'est clair qu'à terme, notre objectif, c'est le monde entier. »

On ne réinvente pas la roue... seulement la conférence d'affaires.

Imaginé par **SID LEE**

C2-MTL
Commerce + Créativité
22 - 25 mai 2012
Montréal

Village d'innovation

Espaces conceptuels

Projections

Expositions immersives

Boot camp de création

Contenu évolutif

Festivités nocturnes

Conférences multimédias

Événements collaboratifs et réseautage

Nos têtes d'affiche:
Francis Ford Coppola, Robert Wong, Daniel Lamarre, Sakchin Bessette, Arianna Huffington, Jonah Lehrer, Bill Damaschke, Patrick Pichette, Michael Eisner et plusieurs autres...

Nouveau forfait interactif 1500\$
—
Billets en quantité limitée

C'est plus qu'une conférence. C'est une expérience.
Le forfait interactif, c'est C2-MTL en direct sur écrans HD dans les lounges du village thématique. C'est aussi la participation aux ateliers, aux conversations, aux soirées et au contenu évolutif de l'événement. Bref, c'est tout le contenu, toute l'expérience de C2-MTL, avec des sofas plus confortables!

Partenaire de création

CIRQUE DU SOLEIL

Partenaires d'expérience

CIRCO DE BAKUZA

Partenaires au contenu

F&S COMPANY

IBM

HSM

Propulsé par

BANQUE LAURENTIENNE

TOURISME Montréal

Montréal

Remerciement spécial

Québec

Autodesk

VIDÉOTRON

neuhauz

MOMENT FACTORY

Salotech

Canada

LA PRESSE

astral

neuhauz

Pour vous inscrire ou pour plus d'informations, visitez C2MTL.com

Nous aimerions également remercier La Fondation de la Famille Claudine et Stephen Bronfman

LA PRESSE

PORTFOLIO

EXPLOITATION MINIÈRE

TRANSFORMATION
A-T-ON BESOIN
D'UNE NOUVELLE
ACIÈRE? PAGE 10



DES INVESTISSEMENTS RECORDS,

MALGRÉ QUELQUES REVERS



FRANÇOIS RIVERIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Les principales exploitations minières du Québec sont en bonne santé financière et leurs expansions mettent en jeu des milliards. Leurs dirigeants voient l'avenir

avec optimisme, en dépit de quelques revers de l'industrie en matières législatives et fiscales.

C'est ce qui se dégage de notre tournée annuelle des principales exploitations minières du Québec, effectuée à l'approche de la Semaine minière qui s'ouvre aujourd'hui.

La valeur des expéditions minérales a atteint un sommet de 7,7 milliards, une hausse de 70 % depuis 2006. Québec entrevoit des

investissements records de 4,4 milliards cette année, comparativement à 2,6 milliards en 2010, incluant plus de 783 millions en dépenses d'exploration.

Les mines de fer comptent pour beaucoup dans cette explosion de l'activité minière québécoise.

Avec une production qui représente presque 40 % de la valeur des expéditions minérales du Québec, le secteur du fer a repris le leadership de l'industrie

minière. Il avait cédé son premier rang dans les années 80 avec la fermeture de Schefferville et Gagnon.

Les projets d'investissement des deux exploitants de fer du Québec, d'une valeur de presque 3,5 milliards pour les quatre prochaines années, représentent aussi une part importante des investissements miniers.

Dans le secteur des métaux non ferreux (nickel-cuivre-zinc), la mine

Raglan de Xstrata Nickel mène le bal. La petite mine Langlois, près de Lebel-sur-Quévillon, et la nouvelle mine Brisemac-McLeod, à Matagami, soutiendront une production minimale de zinc-cuivre dans la province.

Dans le secteur de l'or, la valeur de la production a atteint 1,3 milliard l'an dernier, presque 30 % de plus qu'en 2010.

Voir INVESTISSEMENTS en page 10

Plus de 1 200 000
d'onces d'or produites
depuis 1991



EXPERTISE PROUVÉE
EXCELLENT POTENTIAL
D'EXPLORATION



RICHMONT

TSX - NYSE Amex : RIC
www.richmont-mines.com



Val-d'Or
ville.valdor.qc.ca

Un aéroport de niveau international
Un centre de transit minier nordique
Un pôle technologique minier

Au rythme de l'industrie minière

Corporation de développement industriel et commercial de la région de Val-d'Or
cdivd.ca

Aéroport régional de Val-d'Or
arvo.qc.ca

CTMN
CENTRE DE TRANSIT MINIER NORDIQUE
ctmn.ca



BBA

**EXPERTISE.
INNOVATION.
PRÉCISION.**

BBA est fière de contribuer à l'essor de l'industrie minière.

Notre firme se démarque par une prestation unique de services intégrés, allant du service-conseil à la réalisation des projets.

Joignez votre expertise à la nôtre! Visitez bba.ca/carrieres ou notre page LinkedIn.



L'ingénierie pour un monde en changement

bba.ca

PORTFOLIO EXPLOITATION MINIÈRE



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Québec devrait percevoir encore plus de redevances, de taxes et d'impôts provenant de l'industrie du fer en raison des projets d'agrandissement d'ArcelorMittal Mines Canada et Cliff Natural Resources.

INDUSTRIE DU FER

Une mine de revenus

FRANÇOIS RIVERIN
COLLABORATION SPÉCIALE

L'industrie du fer est en pleine expansion au Québec. Les deux exploitants, ArcelorMittal Mines Canada et Cliff Natural Resources, cumulent pour près de 3,5 milliards en projets d'agrandissement afin de doubler la production de fer de la province d'ici 2016.

Beaucoup de revenus en vue, donc, et pas seulement pour ces entreprises, mais aussi pour le gouvernement du Québec, qui devrait percevoir encore plus de redevances, de taxes et d'impôts. Quant aux travailleurs miniers, la pénurie de main-d'œuvre devrait leur garantir des salaires élevés.

Selon Éric Tétrault, directeur des affaires publiques chez Arcelor, son entreprise a versé 250 millions en redevances au gouvernement du Québec l'an dernier, la plus importante contribution d'une société minière à cet égard.

«En gros, Arcelor paie entre 40 et 50 % de tous les montants perçus en redevances au Québec», a-t-il dit à *La Presse*.

Selon lui, si on ajoute à ces redevances les taxes, les impôts et les contributions d'employeurs, le montant versé au Trésor québécois a atteint quelque 400 millions en 2010.

M. Tétrault n'a toutefois pas voulu divulguer le chiffre d'affaires et les profits d'Arcelor au Québec. Arcelor exploite la mine de fer du mont Wright et la mine d'appoint de Fire Lake, près de Fermont, ainsi qu'un chemin de fer, une usine de bouletage et un port de mer à Port-Cartier.

Selon Éric Tétrault, Arcelor a injecté directement et indirectement dans l'économie québécoise plus de 2 milliards en 2011. La société compte 2500 employés au Québec. Ce chiffre inclut les employés du bureau montréalais, mais exclut ceux des usines d'acier.

Les mines ArcelorMittal produisent 14 millions de tonnes de concentré de fer par année. Le fer est vendu directement sur les marchés internationaux ou transformé en boulettes à l'usine de Port-Cartier avant l'expédition.

En 2011, Arcelor a annoncé un projet d'investissement de

Selon lui, le recrutement de la main-d'œuvre demeure le plus gros défi de l'entreprise. La concurrence est forte dans l'industrie du fer.

«C'est maintenant qu'on a besoin de travailleurs si on veut atteindre notre objectif de production», a-t-il ajouté.

1,3 milliard US pour le lac Bloom

Pour sa part, Cliff Natural Resources, qui a acheté Consolidated Thompson l'an dernier, prévoit elle aussi doubler la production de minerai de fer de la mine du lac Bloom, située près de Fermont, d'ici 2016. Le projet coûterait 1,3 milliard US, dont 600 millions US seront investis cette année.

Le complexe minier peut produire présentement 8 millions de tonnes de concentré par année, qui sont expédiées par train jusqu'au port de Sept-Îles. La société chinoise Wisco a droit à 25 % de la production au prix coûtant, ce qui correspond à sa quote-part des investissements de la mine. Le reste est vendu à des clients internationaux.

Selon les états financiers de 2011, les 75 % restants de la production du lac Bloom ont procuré 571 millions US de revenus à Cliff provenant de la vente de 3,9 millions de tonnes de concentré. Les profits ont atteint 144 millions. Cliff a consolidé les revenus et les profits du lac Bloom à partir du 12 mai 2011.

Pour 2012, Cliff prévoit que les mines du lac Bloom et de Wabush produiront quelque 12 millions de tonnes, à un coût d'exploitation au comptant variant de 70 \$ à 75 \$ US la tonne. Cliff anticipe des prix de vente de 135 \$ à 145 \$ US la tonne.

«C'est maintenant qu'on a besoin de travailleurs si on veut atteindre notre objectif de production.»

— Éric Tétrault, directeur des affaires publiques chez ArcelorMittal Mines Canada

2,1 milliards pour doubler de la capacité de production de ses mines (1,2 milliard) et l'agrandissement des installations de transformation à Port-Cartier (900 millions). Toutefois, le début des travaux au complexe de transformation de Port-Cartier est retardé en raison de l'incertitude du marché de la boulette.

«Ça n'empêche pas le développement du volet minier. Pour la transformation, nous préférons attendre que l'économie européenne se redresse et que ça aille un peu mieux aux États-Unis», a précisé M. Tétrault.

CORPORATION MINIÈRE ALEXIS

Le pire est passé

FRANÇOIS RIVERIN
COLLABORATION SPÉCIALE

En dépit de la hausse du prix du métal précieux, la plupart des exploitants de petits gisements d'or filoniens de l'Abitibi doivent gérer leurs exploitations de façon très serrée pour se maintenir à flot. Malgré cela, les mauvaises surprises sont monnaie courante.

François Perron, président et chef de la direction de Corporation minière Alexis, l'a appris à la dure l'an dernier avec la mine d'or du lac Herbin.

M. Perron, qui était auparavant gestionnaire de portefeuille, a été confronté de plein fouet à l'une des pires craintes d'un exploitant minier: l'or extrait du minerai ne répondait pas aux attentes.

En raison de cette déficience, Alexis a dû réduire de façon draconienne la quantité de réserves et de ressources de la mine Herbin, la seule mine exploitée par l'entreprise depuis 2008. La fermeture de la mine devenait une possibilité, et la situation financière d'Alexis devenait inquiétante.

Il a pris le taureau par les cornes. Sylvain Lehoux, vice-président de l'exploitation minière au Québec, et lui ont convaincu le personnel que la mine ne s'arrêterait pas là et ont amorcé le retournement. M. Perron a pu réunir 20 millions de nouveaux capitaux pour financer la relance.

«Je suis heureux de le dire: oui, le pire est passé. Nous atteignons les objectifs et nous sommes rendus là où nous voulons être. Notre personnel a fait un travail extraordinaire», a dit M. Perron à *La Presse*.

L'augmentation de la production d'or ainsi que la sécurité de l'exploitation sont des indices du succès du retournement.

«Nous sommes une petite société qui exploite un petit gisement. Il faut donc être efficace. Avec le nombre d'accidents quand on arrête de travail diminue, c'est que le personnel est motivé et qu'il travaille avec rigueur et discipline», a expliqué M. Perron.

Teneur imprévisible

Sur le plan opérationnel, Alexis a d'abord augmenté

le nombre de chantiers en activité. Selon M. Perron, le problème des mines d'or filoniennes est que la teneur de chaque filon est imprévisible – il a par contre une confiance élevée relativement à la teneur moyenne de l'ensemble des filons.

Par conséquent, la mine doit ouvrir plusieurs chantiers pour permettre le déplacement de l'exploitation lorsque l'un d'eux ne fournit pas la teneur prévue. Auparavant, l'arrêt du seul chantier signifiait la paralysie de toute la chaîne de production. Alexis a ainsi augmenté le nombre de chantiers en exploitation à un minimum de quatre.

Alexis prévoit extraire de 18 000 à 20 000 onces d'or par année de la mine Herbin, à partir d'un minerai de 4 à 5 grammes la tonne. Avec les correctifs apportés, le flux monétaire de la mine se maintient au positif.

M. Perron se dit conscient des défis importants à relever, dont celui d'augmenter les réserves à un niveau suffisant pour deux ou trois années d'exploitation, et d'améliorer le taux de récupération de l'usine de traitement.

Au Québec, 5 des 11 mines d'or en exploitation peuvent être qualifiées de petites mines. Elles ont toutes connues à un moment ou un autre, et à divers degrés, des problèmes semblables à ceux de Herbin.

AGNICO-EAGLE

Le premier producteur d'or du Québec voit grand

FRANÇOIS RIVERIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Mines Agnico-Eagle consacrera quelque 50 millions, cette année, à l'achèvement du projet de développement de 300 millions des zones minéralisées en profondeur de la mine Laronde située entre Rouyn-Noranda et Val-d'Or.

Agnico investit aussi plus de 4,5 millions pour explorer systématiquement, par une galerie souterraine, la propriété de Lapa, dans le but de tenter de prolonger la vie de la mine.

Mine Bousquet

De plus, la société examine la possibilité de remettre en exploitation la mine Bousquet située tout près de Laronde.

La hausse du prix de l'or a peut-être rendu économique l'extraction d'une certaine quantité de minerai.

« Les zones profondes de Laronde contiennent plus d'or que les parties

supérieures, mais moins de zinc et de cuivre. Il faudra modifier notre usine de traitement, au coût de 25 millions, pour l'adapter à ce minerai », a expliqué Christian Provencher, nouvellement promu au poste de vice-président, Canada, d'Agnico.

Changement de garde

Agnico est le plus important producteur d'or du Québec. En plus de Laronde, la société exploite au Québec les mines Lapa et Goldex, la dernière ayant cessé brusquement son exploitation l'an dernier en raison de l'instabilité du terrain. La société comptait quelque 1700 employés au Québec en 2011.

Notons qu'Agnico-Eagle vient d'annoncer un changement de garde important. Le président et chef de l'exploitation, Eberhard Scherkus, et le directeur des ressources humaines, Claude Léveillé, quittent l'entreprise après plus de 20 ans à son emploi.

LES PRINCIPALES MINES EXPLOITÉES AU QUÉBEC

Société exploitante	Nom de la mine	Métal produit	Endroit
ArcelorMittal Canada	Mont Wright	fer	Fermont
	Fire Lake	fer	Fermont
Cliffs Natural Resources	Lac Bloom	fer	Fermont
Mines Agnico-Eagle	Laronde	or-zinc- cuivre	Val-d'Or
	Lapa	or	Rouyn-Noranda
	Goldex ⁽¹⁾	or	Val-d'Or
Corp. minière Alexis	Lac Herbin	or	Val-d'Or
Mines Aurizon	Casa Berardi	or	La Sarre
Gestion IAMGOLD-Québec	Mouska-Doyon	or	Rouyn-Noranda
	Niobec	ferro-niobium	Saguenay
North American Palladium	Géant Dormant ⁽²⁾	or	Amos
	Veza	or	Amos
Nyrstar	Langlois	zinc-cuivre	Lebel-sur-Quevillon
QIT-Fer et Titane	Tio	ilménite	Havre-St-Pierre
Corp. minière Osisko	Canadian Malartic	or	Malartic
Les Pierres Steatite	Broughton Stone	talc	Estrie
Mines Richmond	Beaufor	or	Val-d'Or
	Francoeur	or	Rouyn-Noranda
Timcal Canada	Lac des Îles	graphite	Mont Laurier
White Tiger Gold	Lamaque	or	Val-d'Or
Westdome	Kiena	or	Val-d'Or
Xstrata Nickel Canada	Raglan	nickel-cuivre	Nunavut
	Persévérance	zinc-cuivre	Matagami

Source : ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec

⁽¹⁾ L'exploitation de la mine est suspendue pour une période indéterminée.⁽²⁾ La mine est fermée, mais l'usine traite le minerai de la mine Veza.

PLAN NORD

Métanor veut prendre les devants

FRANÇOIS RIVERIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Plan Nord ou pas, Ressources Métanor aurait remis en exploitation la mine d'or Bachelor, située à Desmaraisville, un petit village à 93 km à l'est de Lebel-sur-Quévillon et à 123 km à l'ouest de Chapais. Toutefois, le rayonnement international du Plan Nord est bénéfique pour les actionnaires de la société, souligne son vice-président et trésorier, Ronald Perry. « Quand on va en Europe ou aux États-Unis et qu'on dit que notre projet fait partie du Plan Nord, ça clique plus rapidement chez les investisseurs », dit-il.

Depuis sa fondation en 2003, Métanor a été en recherche constante de capitaux. Elle a ainsi pu amasser 120 millions pour financer ses différents projets, principalement l'exploration et la remise en état de l'usine de traitement Bachelor.

Métanor teste la teneur en or de la zone minéralisée principale par un échantillon en vrac de 5000 tonnes.

Selon M. Perry, si les résultats obtenus et ceux de l'étude de faisabilité sont concluants, l'exploitation commencerait à la fin de l'été. Bachelor serait ainsi la première exploitation minière à démarrer dans le territoire du Plan Nord depuis l'annonce officielle. La société vise la production de 60 000 onces d'or par année.

Métanor teste présentement la teneur en or de la zone minéralisée principale par un échantillon en vrac de 5000 tonnes. Les ressources du gisement Bachelor, calculées selon la norme 43-01, atteignent quelque 1,3 million de tonnes à une teneur de plus de 7 grammes d'or la tonne. Le puits de la mine a été approfondi jusqu'à 2400 pieds (environ 730 mètres) pour atteindre la zone minéralisée.

Notons que Métanor a pu financer le projet Bachelor principalement par un apport de 20 millions de dollars de Sandstorm, et ce, sans émettre d'actions et sans contracter de dette. Le seul engagement de Métanor est de livrer à Sandstrom 20 % de la production d'or à vie de Bachelor à un prix de 500 \$ US l'once.

L'INDUSTRIE MINÉRALE : POUR Y VOIR PLUS CLAIR.

Saviez-vous que l'industrie minière fait bien plus que travailler aux richesses de notre sous-sol ? Elle fournit 52 000 emplois directs et indirects au Québec. Elle offre une rémunération supérieure de 42 % au salaire moyen. De plus, une vingtaine de chaires universitaires se consacrent aux nouvelles percées dans ce seul secteur.

Pour en savoir plus, visitez minalliance.ca



L'INDUSTRIE MINÉRALE, ÇA FAIT PARTIE DE NOUS

Minalliance

PORTFOLIO EXPLOITATION MINIÈRE

DEUX EXPERTS SE PRONONCENT

La province peut se passer d'une nouvelle aciérie

GUY PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

On l'a crié sur toutes les places publiques: comme aucune nouvelle aciérie ne semble vouloir se construire au Québec pour transformer les montagnes de fer qu'on va extraire dans le cadre du Plan Nord, il va de soi que le Québec ne retire pas sa juste part des retombées. Ce fer deviendra de l'acier ailleurs et la lucrative valeur ajoutée va nous échapper.

Or, certains contestent cette vision des choses. Frédéric Chevalier est de ceux-là. Le directeur général du Réseau de la transformation métallique du Québec est loin d'être convaincu que la meilleure chose qui puisse arriver au Québec soit une nouvelle aciérie ou deux.

«Ce n'est pas que je sois hostile à ce genre de retombées, loin de là. Mais regardez le contexte nord-américain de l'aciérie, dit-il. Depuis près de cinq ans, les aciéries américaines tournent bien en deçà de leur capacité. Avec toute cette capacité inutilisée, en rajouter par-dessus le marché me semble irresponsable. Ce serait comme de créer un Gaspésia de l'acier, un enfant moribond à la naissance.»

Le 13 mars dernier, le *Metal Bulletin*, la bible de l'industrie métallurgique mondiale, annonçait que les aciéries américaines tournaient en moyenne à 79,3 % de leur capacité, le niveau le plus élevé depuis 2008. Reste donc près de 20 % de capacité encore inutilisée.

«Et en 2011 la production américaine d'acier a été inférieure de 12 millions de tonnes à celle de 2007», ajoute Frédéric Chevalier.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Mine de fer de Consolidated Thompson près de Fermont, dans le nord du Québec. La province doit apprendre à tirer profit des montagnes de minerai sans pour autant transformer le fer.

Oui, mais la phénoménale demande chinoise ou indienne? La World Steel Association le confirme: la production chinoise d'acier est passée de 494,9 millions de tonnes en 2007 à 683,3 tonnes en 2011. Ne pourrait-on pas leur fournir quelques dizaines de tonnes nous-mêmes?

La réponse de Normand Champigny, président du conseil de Minalliance est claire. «La transformation métallique se fait généralement près des marchés.»

Conclusion, les Chinois, comme les Indiens d'ailleurs, ont besoin de minerai de fer et de boulettes. Pas qu'on leur expédie de l'acier et des factures de transport prohibitives.

Une autre voie

Frédéric Chevalier maintient qu'en attendant une puissante reprise de la demande américaine pour l'acier, de juteuses retombées attendent quand même les transformateurs de métaux. Tout d'abord, dans la construction des usines minières de concassage et de premier traitement du minerai.

«Il faut encourager les alliances entre les fournisseurs actuels des sociétés minières et les entreprises du sud qui ont des expertises complémentaires et de la capacité de production, dit-il. Il faut identifier les services et les équipements que nous ne faisons pas, mais que nous serions capables de faire. Il ne faut pas créer de la concurrence entre nos entreprises, mais des dynamiques de coopération pour gagner les appels d'offres.»

Bref, nous devons apprendre à construire les immenses mines de l'avenir et cela repose sur un virage stratégique de notre filière de

transformation métallurgique. «Nous devons aussi penser à devenir les champions de l'entretien des équipements de traitement, concasseurs et autres, ajoute M. Chevalier. Pensez que les nouveaux grands projets vont s'assortir de budgets supplémentaires de 1 à 2 milliards annuellement juste pour l'entretien et la correction des pannes. Nous devons hausser notre compétence au niveau qui permettra à l'industrie métallurgique québécoise, au nord comme au sud, de s'installer dans ce créneau.»

«Nous devons penser à devenir les champions de l'entretien des équipements de traitement, concasseurs et autres. Pensez que les nouveaux grands projets vont s'assortir de budgets supplémentaires de 1 à 2 milliards annuellement juste pour l'entretien et la correction des pannes.»

— Frédéric Chevalier, directeur général du Réseau de la transformation métallique du Québec

Est-il trop tard pour ce retournement? «Absolument pas, répond Nochane Rousseau, directeur, Plan Nord, chez PricewaterhouseCoopers. On parle d'un Plan de 20, de 40 ans. Nous ne pouvons pas nous traîner les pieds, mais le virage peut se faire.»

Des investissements records, malgré quelques revers

INVESTISSEMENTS

suite de la page 7

En dépit de la fermeture de la mine Goldex, Agnico-Eagle demeure le chef de file dans la province. Ses activités au Nunavut et à l'international génèrent des retombées au Québec.

Vents contraires

Cette création de richesse, presque inespérée, a suscité de la convoitise de toutes parts.

D'abord, le gouvernement du Québec a haussé ses redevances et réduit ses échappatoires, tout en laissant les autochtones, et même des municipalités, se prévaloir du droit de prélever des redevances sur les ressources extraites.

Comme conséquence, le fardeau fiscal des exploitations minières du Québec est maintenant l'un des plus élevés au Canada.

À cela, le projet de loi 14 sur les mines accordera aux municipalités un droit de veto sur le développement de projets miniers à l'intérieur de leurs territoires. En Abitibi, où la plupart des municipalités ont été fondées à proximité des mines, là où la

probabilité de trouver des gisements est la plus élevée, cela pose problème pour les entreprises minières.

Droit de parole

Serge Simard, ministre délégué aux Mines, qui a déposé le projet de loi 14, est fermement convaincu que le projet répond aux vœux de la population québécoise.

La loi donne le droit de parole à la population à toutes les étapes des projets miniers. De plus, chaque projet sera étudié par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), et ce, avant l'obtention du bail minier.

«C'est ce que la population nous a demandé, a dit M. Simard, à *La Presse*. Si on veut amener le Québec dans une nouvelle ère, c'est cela qu'il nous faut.»

Il rejette d'un revers de main les conséquences négatives sur les investissements miniers que pourraient causer ces nouvelles mesures législatives et fiscales.

«Nous avons eu 3,3 milliards d'investissements en 2011. Et nous avons augmenté de 38 % nos dépenses d'exploration minière, a rappelé le ministre délégué. Des réactions comme ça, j'en prends.»

cfp Baie-James
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA BAIE-JAMES

Le Plan Nord fait naître d'immenses opportunités dans le secteur minier...
Moi, je vais en profiter !

ICI

8 FORMATIONS POUR RÉUSSIR DANS LE DOMAINE MINIER

- Forage et dynamitage
- Forage au diamant
- Extraction de minerai
- Mécanique d'engins de chantier
- Conduite de machinerie lourde en voirie forestière
- Électromécanique de systèmes automatisés
- Mécanique industrielle de construction et d'entretien
- Soudage-Montage

CENTRE MINIER NORDIQUE

CFPBJ.CA

**LA FIABILITÉ D'UNE MARQUE
LA FORCE D'UNE ÉQUIPE
À VOTRE SERVICE**

CAMION

ÉNERGIE

MANUTENTION

EQUIPEMENT LOURD

AGRICOLE

PIECES ET SERVICE

LOCATION HEWITT

Baie-Comeau • Candiac • Chicoutimi • Fermont • Hull • La Romaine • Laval • Malartic • Mercier • Montréal-Est • Napierville • Pierrefonds • Pointe-Claire • Québec • Rougemont • Saint-Laurent • Sainte-Madeleine • Sept-Îles • Sherbrooke • Saint-Élie • Trois-Rivières • Val-d'Or • Wabush

www.locationhewitt.ca

www.hewitt.ca

PORTFOLIO EXPLOITATION MINIÈRE

Des pertes fiscales pour Québec

Les municipalités et les autochtones ont aussi droit aux redevances des sociétés minières

FRANÇOIS RIVERIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Les redevances versées par les entreprises minières aux municipalités et aux autochtones ne réduiront pas celles dues au gouvernement du Québec, ont souligné les spécialistes du ministère des Ressources naturelles et la Faune, secteur mine, lors d'un entretien sur le système de redevances.

« Ces contributions ne sont pas une dépense admissible dans le calcul du profit minier d'après lequel sont prélevées les redevances », a-t-on précisé au Ministère, qui souhaite que les citations lui soient attri-

Le précédent

Les entreprises minières, petites et grosses, sont de plus en plus confrontées aux exigences en redevances, souvent bien avant le début de l'exploitation, de la part des Cris et même des municipalités régionales de comté (MRC).

Aucune municipalité n'a encore retiré de redevances minières. Toutefois, la MRC du Fjord-du-Saguenay a présenté une demande formelle à Ressources d'Arianne pour obtenir une compensation financière basée sur le tonnage extrait dans le cadre du projet d'exploitation de phosphate à Chute-Des-Passes.

Les entreprises minières, petites et grosses, sont de plus en plus confrontées aux exigences en redevances, souvent bien avant le début de l'exploitation, de la part des Cris et même des municipalités régionales de comté.

buées plutôt qu'à un fonctionnaire en particulier.

Toutefois, même si les redevances versées aux municipalités et aux autochtones ne diminueront pas celles du gouvernement, Québec y perdra quand même au niveau de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Pourquoi? Parce qu'en matière fiscale, les montants des redevances sont considérés comme des dépenses déductibles, alors que les Cris et les municipalités ne paient pas d'impôt sur le revenu.

Jusqu'au début des années 2000, seul le gouvernement du Québec, qui est propriétaire de la ressource, se prévalait de cette taxe.

Xstrata Nickel a créé un précédent avec l'ouverture en 1997 de la riche mine de nickel-cuivre-palladium Raglan située à l'extrême nord du Québec. La société s'est engagée à verser des redevances pendant 18 ans aux organismes et institutions représentant quelque 10 000 Inuits de la région. Seulement pour l'année 2010, Xstrata leur a

versé 15,2 millions. En 2011, le chiffre d'affaires de la mine a dépassé les 650 millions, selon Ressources naturelles Canada.

Quant aux redevances du Québec, la réforme de 2010 les a haussées substantiellement. Le taux de redevances est passé progressivement de 12 % des profits miniers avant la réforme, à 16 % depuis janvier dernier.

Dans son discours du budget 2012-2013, Raymond Bachand, ministre des Finances du Québec, a dit vouloir s'en tenir à ce taux pour l'avenir. Il a maintenu également le principe de redevances basées sur les profits miniers, et non sur les revenus bruts de la vente de minerai.

Selon M. Bachand, Québec récoltera plus de 4 milliards de redevances au cours des 10 prochaines années, comparativement à seulement 287 millions au cours des 10 années précédant la réforme.

Il faut dire que plusieurs nouvelles grosses mines, dont celle à Malartic de Corporation Osisko, et Éléonore, de Goldcorp, contribueront massivement aux nouvelles entrées de fonds.

En plus de modifier les taux, le gouvernement a éliminé et/ou réduit les nombreuses déductions qui grugeaient le profit minier et les redevances à payer. Précisons que le profit minier est différent de celui déclaré au ministère du Revenu en raison des déductions particulières liées au calcul de la redevance.

Fini les échappatoires

Parmi les principales échappatoires abolies, il y a celle qui permettait de calculer le profit mine par mine. Auparavant, une société qui exploitait plusieurs mines pouvait utiliser les pertes de l'une pour réduire ou éliminer les profits et les redevances des autres.

Québec a aussi éliminé le congé de redevances de 10 ans sur l'exploitation de nouvelles mines dans le Nord. C'est un secret de polichinelle que la riche mine de nickel Raglan a largement bénéficié de la mesure. Ce congé a contribué à la distorsion entre les ventes brutes de métaux dans la

province et le montant des redevances perçues observée par le vérificateur général du Québec en 2009.

Enfin, et non la moindre, Québec a réduit le taux d'amortissement sur les équipements, comme les camions. Auparavant, les exploitants pouvaient déduire dans l'année 100 % de la somme pour l'achat de ces équipements. Aujourd'hui, ce taux est réduit à 30 % et s'applique d'année en année sur le montant non amorti des équipements. Québec a également réduit et limité l'allocation pour les frais de traitement du minerai.

COMPARAISON DES REDEVANCES
DU QUÉBEC ET D'AUTRES JURIDICTIONS

Jurisdiction	Taux de redevances minières	Taux d'impôt sur les profits des sociétés
Québec	16 % ⁽¹⁾	26,9 % ⁽²⁾
Ontario	10 % ⁽¹⁾	25 % ⁽²⁾
Colombie-Britannique	13 % ⁽¹⁾	25 % ⁽²⁾
Alaska	10 % ⁽¹⁾	44,4 %
Nevada	nil	35 %
Chili	9 % ⁽³⁾	17 %
Afrique du Sud	2 % ⁽⁴⁾	28 %
Australie Occidentale	5 % ⁽⁵⁾	29 % ⁽⁶⁾

Source: Ressources naturelles Canada, juin 2011

⁽¹⁾ Redevances fondées sur les profits.⁽²⁾ Taux d'impôt fédéral et provincial combiné.⁽³⁾ Redevances basées sur la valeur brute du minerai, mais ajustées en fonction de la marge brute.⁽⁴⁾ Redevances basées sur la valeur brute du minerai. Modifications en vue d'ajuster le taux à la marge brute.⁽⁵⁾ Redevances basées sur la valeur brute du minerai.⁽⁶⁾ L'Australie a introduit récemment une taxe sur les profits exceptionnels pour le fer et le charbon qui changera ce taux.OCEANIC
IRON ORE CORP

FEO (TSX-V) FEOVF (OTCQX)

SITE WWW.OCEANICIRONORE.COM
COURRIEL INFO@OCENICIRONORE.COM

TÉLÉPHONE 604 566 9080

RESSOURCES DE FER
À FORT TONNAGE
SUR LES CÔTES DU QUÉBEC

LA PRESSE AFFAIRES

TECHNO

ALAIN MCKENNA, COLLABORATION SPÉCIALE

LE TEMPS D'INVESTIR DANS LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Alors que les Bourses nord-américaines font du surplace, les jeunes pousses technologiques ne cessent de prendre de la valeur, et ce, à une vitesse fulgurante. Loin de craindre une nouvelle bulle technologique, les experts n'ont qu'un conseil à donner: investissez!

Ce conseil vient tant des anges investisseurs aimant les paris risqués que des grandes sociétés d'investissement préférant les entreprises déjà profitables. «Il y a présente-

en général», observe Richard Rémillard, directeur général de l'Association canadienne du capital-risque et d'investissement (CVCA).

Doubler la mise...

Évidemment, tous rêvent de prêter de l'argent à un entrepreneur qui, la semaine suivante, lui remettra le double de cette somme. C'est ce qui s'est produit avec Instagram, qui a obtenu 50 millions de dollars de trois firmes américaines l'ayant évalué

« Une ronde de financement moyenne au Canada vaut 3 millions de dollars. Aux États-Unis, elle est de 9 millions. Pour deux entreprises jumelles, ça veut dire que l'Américaine peut passer à la R & D et à la commercialisation, tandis que la Canadienne doit tout de suite se remettre à la recherche de capital »

— Richard Rémillard, de la CVCA

ment un intérêt inédit envers les nouvelles technologies. On l'observe depuis trois ans: c'est un effet direct de l'attraction qu'a la Silicon Valley sur les investisseurs et le public

AVIS LÉGAUX
APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANS

Appels d'offres

Montréal

Service de la concertation
des arrondissements et des
ressources matérielles

Direction de l'approvisionnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h aux dates ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour:

Catégorie : Biens et services

Appel d'offres : 12-11986

Descriptif : Tuyaux d'incendie

Date d'ouverture : 9 mai 2012

Dépôt de garantie : 2 % cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Marc-André Deshaies, agent d'approvisionnement : 514 872-5362

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 avril 2012

Appel d'offres : 12-11979

Descriptif : Reliure de documents des bibliothèques de Montréal

Date d'ouverture : 9 mai 2012

Dépôt de garantie : 2 % cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Sylvie Delisle, agente d'approvisionnement : 514 872-1041

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 avril 2012

Appel d'offres : 12-11963

Descriptif : Pantalons pour policiers - SPVM

Date d'ouverture : 9 mai 2012

Dépôt de garantie : 2 % cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Krystel Doucet, agente d'approvisionnement : 514 872-1043

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 avril 2012

Appel d'offres : 12-12142

Descriptif : A86 - Fourniture de trois (3) camionnettes légères à cabines allongées, quatre (4) cylindres à propulsion 2RM

Date d'ouverture : 9 mai 2012

Dépôt de garantie : Aucun

Renseignements : Renée Veillette, agente d'approvisionnement : 514 872-1057

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 avril 2012

Catégorie : Services professionnels

Appel d'offres : 12-12126

Descriptif : Inspection et diagnostic du réseau d'eau potable et des bornes d'incendie

Date d'ouverture : 9 mai 2012

Dépôt de garantie : 5 % cautionnement ou chèque visé

Renseignements : Eddy Dutelly, agent d'approvisionnement : 514 872-5253

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 avril 2012

Appel d'offres : 12-12145

Descriptif : Nettoyage de puisards multi-arrondissement de la Ville de Montréal

Date d'ouverture : 9 mai 2012

Dépôt de garantie : Aucun

Renseignements : Bernard Boucher, agent d'approvisionnement : 514 872-3573

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 avril 2012

Les personnes et les entreprises intéressées par ces contrats peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 23 avril 2012

Le greffier de la Ville

M^{re} Yves Saindon

à 500 millions de dollars, quelques jours avant que Facebook l'achète pour un milliard.

Les chances sont plutôt minces qu'un tel scénario se produise au Canada, avertit M. Rémillard. «Je ne pense pas que ça puisse arriver ici. Il y a une pénurie de capital-risque au Canada depuis des années, ce qui a limité l'investissement dans les technologies émergentes au fort potentiel de croissance.»

«Une ronde de financement moyenne au Canada vaut 3 millions de dollars. Aux États-Unis, elle est de 9 millions. Pour deux entreprises jumelles, ça veut dire que l'américaine peut passer à la R & D et à la commercialisation, tandis que la canadienne doit tout de suite se remettre à la recherche de capital», déplore celui qui, le 23 mai prochain, accueillera 650 professionnels de la finance internationale à Montréal, dans le cadre de la conférence annuelle de la CVCA.

Ça laisse quelques occasions à saisir pour les investisseurs indépendants, note François Gilbert, PDG du Réseau Anges Québec. L'hiver dernier, la québécoise Taleo a



PHOTO KAREN BLEIER, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Après Instagram, c'est au cofondateur de Twitter, Jack Dorsey, de vouloir faire sauter la banque. Square, sa nouvelle entreprise, vise à remplacer les coûteux terminaux de paiement des commerçants par des lecteurs de cartes à brancher dans un téléphone intelligent.

été vendue pour 1,9 milliard de dollars au géant Oracle. Coveo, fondée par des anciens de Taleo, est tout aussi prometteuse, tout comme iWave, une société spécialisée dans le sans-fil, dit l'homme d'affaires québécois.

«Ça va monter vite»

«L'économie va mal et les valeurs technologiques sont plus basses qu'en 2007, mais ça va monter vite. Il est difficile d'imaginer que l'économie ira moins bien dans deux ou trois ans... C'est le bon temps pour investir.»

Cette recommandation survient alors que la Silicon Valley, l'épicentre nord-américain des nouvelles

technologies, produit des entreprises milliardaires à un rythme effréné, à tel point que certains observateurs se rappelant les années 2000 ont dépoussiéré le terme «bulle technologique.»

De quoi pavoiser

Ils ont de quoi pavoiser. Après Instagram, c'est au cofondateur de Twitter, Jack Dorsey, de vouloir faire sauter la banque. Square, sa nouvelle entreprise, vise à remplacer les coûteux terminaux de paiement des commerçants par des lecteurs de cartes à brancher dans un téléphone intelligent. Avec des revenus évalués à 100 millions, Dorsey espérait obtenir un financement

qui établirait la valeur de son entreprise à 4 milliards.

«Même là, on ne peut pas encore parler de bulle», assurent M.M. Gilbert et Rémillard. Ce dernier indique que la part de capital-risque, dans l'investissement total en Amérique du Nord, est encore beaucoup plus bas qu'en 2000. «À l'époque, il y avait trop d'argent disponible pour le nombre de nouvelles entreprises. Aujourd'hui, c'est le contraire: la demande est très élevée, mais l'offre est plus rare.»

Avis aux investisseurs...

Pour joindre notre collaborateur: alain.mckenna@lapresse.ca

APPLICATION DE LA SEMAINE

Yoyomolo: campagne de financement sur mesure

ODE Technologies a procédé la semaine dernière au lancement officiel de Yoyomolo, une nouvelle plateforme web et mobile de collecte de fonds destinée aux petits organismes et aux individus cherchant une solution rapide et abordable d'automatiser ce processus. En quelques minutes, il est possible de créer une collecte personnalisée, avec textes, photos et vidéos. La collecte peut alors décoller, ODE Technologies récupérant 6 % des fonds pour sa peine.

— Alain McKenna, collaboration spéciale



PHOTO TIRÉE DE L'INTERNET

Communauté métropolitaine
de Montréal

AVIS DE CONVOCATION

Objet : Assemblée du Conseil

Date : Le jeudi 26 avril 2012 à 10 heures

Lieu : Siège de la Communauté métropolitaine de Montréal

1002, rue Sherbrooke Ouest, salle 2420 (24^e étage) à Montréal

Une période de questions est prévue pour le public au début de l'assemblée. Les personnes désirant poser des questions doivent s'inscrire dans les 15 minutes qui précèdent le début de l'assemblée.

Visitez notre site Internet www.cmm.qc.ca

DIVIDENDES



Avis est donné par les présentes que le dividende suivant été déclaré :

ÉMETTEUR	ÉMISSION	CLÔT. DES REG.	PAIEMENT	TAUX
Groupe ADF Inc.	droit de vote multiple et droit de vote subalterne	30 avril 2012	17 mai 2012	0,01 \$

EN BREF

L'Oréal s'apprête à ouvrir des discussions exclusives pour racheter Cadum

Le numéro un mondial des cosmétiques L'Oréal s'apprête à ouvrir des discussions exclusives avec le fonds d'investissement franco-britannique Milestone pour lui racheter Cadum, la marque de produits d'hygiène pour bébé, affirme le quotidien *les Échos*. Le journal économique, qui cite «plusieurs sources concordantes», assure que les autres repreneurs potentiels – comme le concurrent anglo-néerlandais Unilever, le fabricant

américain de produits d'hygiène Church & Dwight et le fonds BC Partners – ne sont plus dans la course. Cadum serait valorisé autour de 200 millions d'euros par cette opération. La marque Bébé Cadum, fondée en 1907, avait été cédée par le groupe américain Colgate-Palmolive il y a neuf ans. Son chiffre d'affaires est passé dans l'intervalle de 18 millions (23,6 millions CAN) à 60 millions d'euros (78,6 millions CAN). Cadum, qui a diversifié sa production au-delà de son célèbre savon, revendique désormais la deuxième place sur le marché français des produits d'hygiène pour bébé. En la rachetant, l'objectif de L'Oréal serait désormais de développer la marque à l'international.

— Agence France-Presse

514.987.VENDU (8363) • petitesannonces@lapresse.ca

PETITES ANNONCES



HEURES DE TOMBÉE

MARDI AU SAMEDI 17H, LA VEILLE DE LA PARUTION

LUNDI 17H, LE VENDREDI PRÉCÉDENT

ANNONCES ENCADRÉES 48H, AVANT LA PARUTION

ABONNEMENTS 514-285-6911 1 800 361-7453

COMMENT NOUS JOINDRE

HEURES D'OUVERTURE: Lundi au vendredi, de 8 h à 17 h
PAR TÉLÉPHONE 514-987-8363
SANS FRAIS 1 866 987-8363
PAR TÉLÉC. 514-848-6287
ADRESSE POSTALE
Les Petites Annonces,
7 rue Saint-Jacques,
Montréal (Québec) H2Y 1K9
AU COMPTOIR
Lundi - jeudi - vendredi, de 9 h à 12 h - 13 h à 17 h.
petitesannonces@lapresse.ca

À VENDRE À LOUER IMMOBILIER

Table with 2 columns: Category (e.g., À VENDRE, À LOUER) and Price/Details (e.g., 099, 100, 101, etc.)

Table with 2 columns: Category (e.g., Banlieue Ouest, Banlieue Est) and Price/Details (e.g., 137, 138, 139, etc.)

MARCHANDISES & SERVICES

Table with 2 columns: Category (e.g., Audiovisuel, Instruments de musique) and Price/Details (e.g., 203, 205, 206, etc.)

COMMERCIAL • INDUSTRIEL

Table with 2 columns: Category (e.g., ACHAT • VENTE • ÉCHANGE, Résidences pour aînés) and Price/Details (e.g., 160, 162, 169, etc.)

OFFRES D'EMPLOI

Table with 2 columns: Category (e.g., Programmes de formation, Postes cadres) and Price/Details (e.g., 303, 304, 306, etc.)

CONSTRUCTION

Table with 2 columns: Category (e.g., Construction, Marchandises diverses) and Price/Details (e.g., 233, 235, 237, etc.)

SERVICES PERSONNELS

Table with 2 columns: Category (e.g., Souhaits, événements, Aids de recherche) and Price/Details (e.g., 401, 402, 403, etc.)

TECHNIQUE

Table with 2 columns: Category (e.g., Technique, métiers, sous-traitance) and Price/Details (e.g., 325, 326, 327, etc.)

VÉHICULES AUTOMOBILES

Table with 2 columns: Category (e.g., Automobiles, Autos, camions antiques) and Price/Details (e.g., 502, 503, 504, etc.)

ACTIVITÉS

Table with 2 columns: Category (e.g., Autos, camions antiques, de collection) and Price/Details (e.g., 506, 510, etc.)

LOISIRS ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

Table with 2 columns: Category (e.g., Sports, plein air, Motocyclettes) and Price/Details (e.g., 605, 655, 658, etc.)

ÉDUCATION

Table with 2 columns: Category (e.g., Billes de sport / spectacles, Activités sociales) and Price/Details (e.g., 419, 420, 440, etc.)

AFFAIRES

Table with 2 columns: Category (e.g., Occasions d'affaires, Franchises) and Price/Details (e.g., 710, 714, 715, etc.)

SCIENCE

Table with 2 columns: Category (e.g., Services spécialisés, Comptabilité, impôt) and Price/Details (e.g., 716, 725, etc.)

AVIS

Table with 2 columns: Category (e.g., Avis légaux, Avis divers, communiqués) and Price/Details (e.g., 801, 805, etc.)

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

Table with 2 columns: Category (e.g., Avis de dissolution, changements de nom) and Price/Details (e.g., 850, etc.)



IMMOBILIER

115 CONDOMINIUMS COPROPRIÉTÉS

AHUNTSIC, 1 min. métro, 61/2 RDC, 10 753 Berri, réno, cour, 325 000 \$, 514-219-6120

131 ÎLE DE MONTRÉAL

CONDO de luxe const. neuve, 2012, 4 1/2, semi meublé, entrées lav./séc./lav.-vaiss., pl. bois franc, très ensoleillé, insc. pers. sérieuse et tranquille, stat. int. disp., près métro Villa-Maria, UdeM, Collège Loyola et tous les services. Doyt maintient. 514-803-7755

131 ÎLE DE MONTRÉAL

OUTREMONT, 3 1/2 rénové, chauffé, poêle/frigo lav./vaiss., 1 moi gratuit, libre, 438-392-7900

131 ÎLE DE MONTRÉAL

OUTREMONT, 795 Davaar, 5 1/2, 2e, près métro, 1175\$ chauffé nég. Jul. Réf. 514-273-3853

131 ÎLE DE MONTRÉAL

ST-LÉONARD, grand 5 1/2 avec s/sol, garage double, rénové haut de gamme, 514-240-3257

136 RIVE-SUD

LONGUEUIL - 4 1/2 635\$, 5 1/2 695\$, Eau chaude incl. Balcon. Les entrées. Prés tout. Réf. Jul. 514-448-7613 / 514-884-5788

176 BUREAUX À LOUER

AUTOR. 440, LAVAL bureaux 500 à 6000 pi 514-830-0033

200 MARCHANDISES & SERVICES

ACHAT-ANTIQUE: art, tableaux, bijoux, or, meubles, Ernest - 514-817-5536

211 COLLECTIONS

TIMBRES Achète collections ou accumulation, 514-775-8036

212 ANTIQUITÉS OEUVRES D'ART BIJOUX

ACHAT-ANTIQUE: art, tableaux, bijoux, or, meubles, Ernest - 514-817-5536

214 LIVRES

Librairie Bonheur d'Occasion Achète à domicile au meilleur prix, Pignon sur rue, 4487 de La Roche/Mt-Royal, 514-914-2142.

235 MARCHANDISES DIVERSES

CABANONS 10x16: 1949\$, 12x16: 2199\$, 15x20: 3099\$, 20x30: 6899\$, autres grands disponibles Livraison et installation gratuites, 450-375-8020

240 MARCHÉ AUX PUCES

ENSEMBLE golf complet, bois et fers, tige graphite + sac cuir, Etat neuf 225\$ 450-375-8020

270 SOINS PRODUITS NATURELS

450-668-3222, 2120 Francis Hugues, Parc Industriel, Laval Bon massage, belle ambiance

300 OFFRES D'EMPLOI

EXCELLENT message Thai, chinois, Rép. 1007 Van Horne, Outremont, 514-273-8688

313 INFORMATIQUE

CIE de haute technologie, bien financée et en pleine croissance, recherche des développeurs web et mobile pour se joindre à son équipe. www.buildablock.com/jobs

319 VENTE COMMERCÉ

JOE FRESH Des postes à temps partiel, à temps plein ainsi que des postes de direction sont à pourvoir dans notre boutique Joe Fresh de Brossard.

321 TRANSPORT CAMIONNAGE

CHAUFFEUR CLASSE 1 Expérience avec pompier. Tél.: 514-235-7250

400 SERVICES PERSONNELS

BELLE asiatique 5'6 120 lbs. centre-ville. Lee 514-967-6337

440 ESCORTES RENCONTRES

BELLE dame 5'0 voluptueuse Relaxé dès 7h am 514-806-5159

445 STUDIOS DE MASSAGE

TRANSEXUELLES 10am-5am 514-507-6503 TransZen.ca

450 AFFAIRES

Grands Frères Grands Sœurs du Grand Montréal

450 AFFAIRES

DEVENEZ MENTOR (514) 842-9715 www.gigsmtl.qc.ca

MÉTÉO TOUTE LA MÉTÉO SUR WWW.LAPRESSE.CA/METEO

MONTREAL ET LA REGION

Table with 2 columns: Category (e.g., AUJOURD'HUI, CETTE NUIT) and Weather/Details (e.g., Pluie forte en matinée, Ciel variable Vents SE)

AUJOURD'HUI

Table with 2 columns: Category (e.g., PRÉVISIONS RÉGIONALES, AU PAYS) and Weather/Details (e.g., Baie-Comeau Grésil 3 2, Calgary Beau 25 8)

JOUR > début 5h55 / fin 19h52 / durée 13h57

Table with 2 columns: Category (e.g., AU PAYS, LE MONDE) and Weather/Details (e.g., Calgary Beau 25 8, Bruxelles Averses 12 4)

AU SOLEIL

Table with 2 columns: Category (e.g., Acapulco, Cuba) and Weather/Details (e.g., Soleil 33 24, Soleil 26 22)

500
VÉHICULES
AUTOMOBILES

502 AUTOMOBILES

BMW 530i 2004, 124 000 km, modèle sport, man. 6 vit., 1 proprio, A1, 15 600\$ 514-484-8065

BMW 535 xi 08, AWD, 110 000 km, gris/cuir, lan. inspectée, propre, équipé, jamais accidentée. 23 500\$ nég. 438-995-1195

BUICK Lucerne CX 11, beige, 2522 km, 8 pneus neufs, (été/hiver), 26 000 \$. 450-857-1155

HONDA Civic LX 2008, man., tout équipée et +, 60 000 km, 12 400 \$. 514-977-7176.

LEXUS Berlina ES350 2008, 61 000 km, 1 seul proprio, exc. cond., non fumeur, gris foncé int. noir, 22 500\$, 514-631-2377

MAZDA 3 2010, 28 000 km, aut., gr. élect., a/c, 8 pneus+mags, 14 950\$, 514-999-4483.

MERCEDES B200, 08, aut. toit, 58 000 km, gar. Reprise banque 15 995 \$. CL inc. 514-235-9448

MERCEDES C230 Kompresor, 2005, coupé sport, noir/noir, Tiptronic, très rare, 76 000 km, 14 500 \$, 514-637-6437.

MERCEDES ML 320 2001, bleu, 200 000 km, A-1, 6900 \$. 514-353-0546, 514-971-3860

MERCEDES ML 320 CDI 2007, groupe sport, + accessoires de luxe. GPS. 221 000 km, 24 750 \$, 514-829-2552.

MERCEDES SL 600 2004, conv. V12, bi-turbo, 525 HP, noire/int. noir, toit panoramique, 59 000 km, Aubaine! 59 995 \$ CL inc. 514-235-9448

PORSCHE 911 1999, 62 000 KM, 22 900 \$, 514-316-1284

PORSCHE Boxster S 2007, 79 000 km, 6 vit. man., mags 19 po, 35 900\$ 1450-777-0180.

PORSCHE C2 Cabriolet 2002, noir/noir, manuelle, canadien, 39 000 km certifié, 39 000\$, Porsche Prestige, Paul-André Gélinas, 514-950-0141

TOYOTA Yaris 2009 berlina, man., A/C, 28 300 km, gris foncé, 9900\$, 450-674-3692.

TOYOTA Yaris LE 2008 bleu, 5 ptes hatch back, man., 49 000 km, a/c, démarreur, pneus hiver neufs, 9900 \$. 514-972-7783

VOLVO
Révisés et garantis
Membre Club Volvo Québec
Garage Blainville
450-434-1169
www.servicevolvo.com

VOLVO S60 2007, noire, aut., cuir, toit, système pour radio satellite, équipée. 95 000 km, 15 500\$. 450-446-0117 (le soir)

503 VÉHICULES
6000 \$ ET MOINS

CAVALIER 2001 4 ptes, aut., 101 000km, impéc., peinture originale, 2200\$, 514-594-3409.

MERCEDES 190E 85, peinture A1, 4 cyl., pas d'hiver, 5200\$ 185 000km 450-771-7396

NISSAN SENTRA 2002, aut., a/c très propre 122 000 km, 2 800 \$. 514-823-0110

504 CAMIONS, JEEPS
FOURGONNETTES

RANGE ROVER Sport 2006, 157 000 km, Marine int. tan, 23 999 \$, 514-217-0027.

506 AUTOS, CAMIONS
ANTIQUES ET DE
COLLECTION

CADILLAC 1981 originale, noire, 83 000km, 12 000\$. Un classique 514-602-9250

600
LOISIRS
ET VÉHICULES
RÉCRÉATIFS

655 MOTOCYCLETTES

BMW 1150 GS 2003, 19 000km 9500\$. Très bon état. 514-531-3805. Après 18 h30 ou w-end.

658 BATEAUX
NAUTIQUES

QUAI aluminium, top en cèdre, avec acc., robuste, léger, esthétique, durable, plusieurs longueurs, 4 ou 6 pi. de large, sur pattes ou flottant. 450-444-5974.

HINKER 280, 08, 32 pi, marin et blanc, seul, 100 h. Équipé A-Z, a/c, génératrice, 2 frigos, 2 lavabos, 2 tv++, Moteur 496 Magnum 8.1l. Pied Bravo 3. Valeur à neuf: 145 000 \$. Aubaine: 89 500 \$. CL inc. 514-235-9448

SEA RAY, 1997, 50 pi, diesel, génératrice, radar, tout équipé, 900 h, ou échanger pour plus petit, auto, etc., 514-592-2303

667 VÉHICULES
RÉCRÉATIFS

CAMPEUR LANCE 2005, tout équipé, A/C, TV/DVD, 14 500\$, et CAMION DODGE RAM 2002, 4X4, 3/4 tonne, 11 500\$, 514-642-1831 514-515-6177

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

900

INDEX DES DÉCÈS

BEAUCHAMP, Gaston Ing.

Kirkland

CHARBONNEAU, Lise (née Bertrand)

Saint-Sauveur

LE FOLL (née Perros), Madeleine

Laval

LEMAY (née Lefebvre), Pierrette

Ste-Adèle

LEPINE, René

PERUSSE, Rollande s.p.

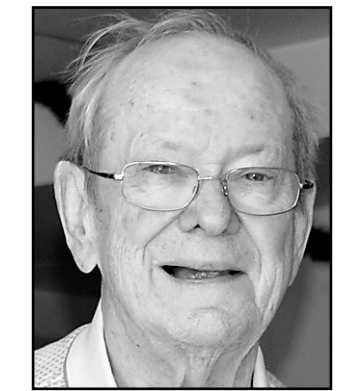
Montréal

TREMBLAY, Raymond

Montréal

lapresse.ca/necrologie

Décès



BEAUCHAMP, Gaston Ing.
1926 - 2012

Paisiblement, le 21 avril 2012, à Kirkland est décédé monsieur Gaston Beauchamp époux de feu Jeannette Sentenne.

Il laisse dans le deuil ses enfants Robert (Diane), feu Pierre, Michel (Linda) et Hélène, son frère Yvon (Huguette) et son beau-frère Gaston, qui se souviendront toujours de lui comme un homme doux, persévérant et dévoué à sa famille.

Il laisse également ses petits-enfants adorés Sophie (Alex), Christine, Patrick, Mathieu, Stéfanie et Nicolas ainsi que de nombreux neveux et nièces. Ils se souviendront de lui comme un grand-papa affectueux et fier d'eux.

Outre sa famille, la plus grande réalisation de sa carrière d'ingénieur, fut d'être l'un des bâtisseurs du Métro de Montréal.

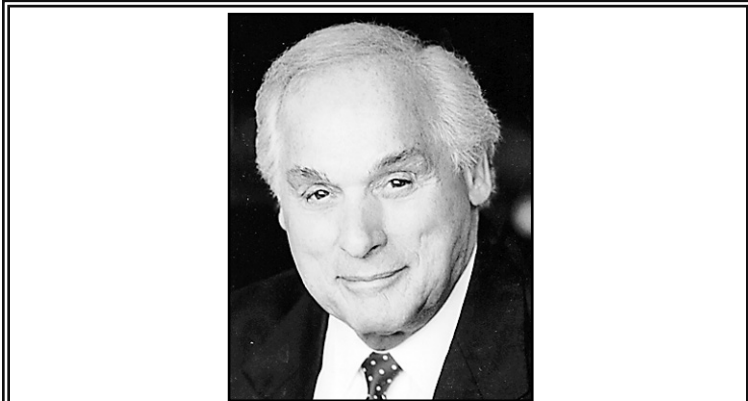
La famille recevra les condoléances au complexe funéraire

YVES LÉGARÉ
Complexes funéraires

14370, boul. Pierrefonds, Pierrefonds
www.yveslegare.com 514 595-1500

le lundi 23 avril 2012 de 14 h à 17 h et de 19 h à 21 h 30. Le mardi 24 avril de 10 h à 12 h 30, suivra les funérailles à 13 h en l'église Saint-Luc, 106, Anselme Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, H9A 1N8

Un don à la société Alzheimer ou à la Résidence des soins palliatifs de l'Ouest-de-L'Île serait apprécié.



LÉPINE, René

C'est avec beaucoup d'émotion que nous annonçons le décès de Monsieur René Lépine, figure bien connue et très respectée du monde de l'immobilier et des affaires, survenu le 18 avril 2012.

Il laisse dans le chagrin son épouse, Josée Lacoste-Lépine et leur fils Charles-Alexandre, son beau-père ainsi que ses enfants Francesca, René (Norma), Francis (Johanne), Normand (Marie-Chantal) et Louis (Marie-Chantale) nés d'un premier mariage ainsi que ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses soeurs et frères, belles-soeurs et beaux-frères, neveux et nièces et amis exceptionnels.

Il a mené son lourd et long combat contre la maladie avec la même détermination et la même force de caractère qui ont fait son succès et qui prolongent le souvenir d'un homme puissant et rigoureux.

La famille recevra les condoléances le lundi 23 avril de 16 h à 22 h, le mardi 24 avril de 12 h à 16 h 30 & de 18 h 30 à 22 h au

Complexe funéraire Mont-Royal
1297, chemin de la Forêt, Outremont (QC), H2V 2P9
(514) 279-6540, www.mountroyalcm.com

Les funérailles auront lieu le mercredi 25 avril à 11h en la Basilique Notre-Dame au 110, rue Notre-Dame Ouest, Montréal (Québec) H2Y 1T2.

Madame Josée Lacoste-Lépine tient à remercier de tout coeur Dr. François Bénéard, Dr. Michel Boivin, Dr. Fred Saad, Dr. Jean-Pierre Guay, ainsi que le Dr. Patrick Vinay, ainsi que la Fondation du Dr. Maurice Bertrand

Au lieu de fleurs, vos marques de sympathies peuvent se traduire par un don à la Fondation Virage.



CHARBONNEAU, Lise
(née Bertrand)

C'est avec beaucoup de tristesse que nous vous annonçons le décès de Lise Charbonneau née Bertrand, survenu à Saint-Sauveur le 19 avril 2012.

Elle laisse dans le deuil son époux Pierre-Guy Charbonneau, ses enfants Claude (Michèle), François (Ghislaine), Daniel (Paula), Elaine, ses petits-enfants Jonathan, Benjamin, Émilie, David, Karine, Liane, Mélissa, Juliana ainsi que plusieurs proches parents et amis.

Une célébration aura lieu le mardi, 24 avril à 14 h, au Manoir de la Vallée, 100, avenue du Mont Molson à Saint-Sauveur.

Les arrangements ont été faits par la

COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

9480, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)



LE FOLL (née Perros), Madeleine
1928 - 2012

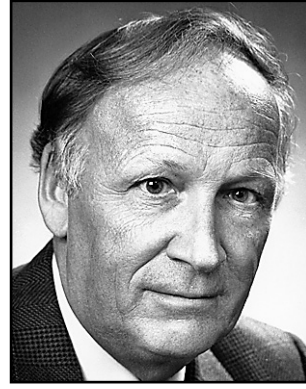
À l'hôpital Cité de la Santé, le 20 avril 2012, à l'âge de 83 ans, est décédé Madeleine Perros, épouse de Yves Louis Le Foll. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants Gisèle, Doris (Daniel Vanasse), Lorraine, Mireille (François Barolet), Luc (Isabelle Lefort), ses petits-enfants Catherine, Sandrine, Yan et Samuel, parents et amis.

La famille recevra les condoléances au Mausolée St-Martin (édifice arrière) du Complexe funéraire Alfred Dallaire Memoria, 2159, St-Martin Est, Laval

Alfred Dallaire
MEMORIA
514 277.7778

www.memoria.ca

le mardi 24 avril 2012 de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h, mercredi dès 10 h. Une célébration commémorative sera célébrée à 11 h, le mercredi 25 avril 2012 à la chapelle du Mausolée St-Martin. Au lieu de fleurs, des dons à la Société canadienne du cancer seraient appréciés.



TREMBLAY, Raymond
1938 - 2012

À Montréal, le 20 avril 2012, à l'âge de 73 ans, est décédé Raymond Tremblay, président fondateur du Groupe Conseil CFC. Il laisse dans le deuil son épouse Marguerite Bourgeois, Marie-Josée Lapiere (Joël Boucher), Sébastien Lapiere (Charlotte Larbuisson), ses petits-enfants Rosalie et Louis ainsi que de nombreux parents et amis.

La famille recevra les condoléances au

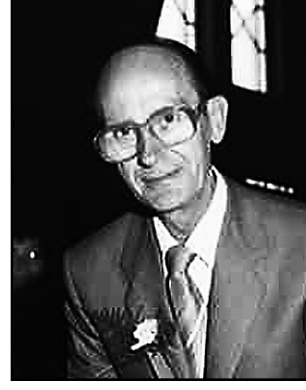
Centre funéraire Côte-des-Neiges
Réseau Dignité

4525, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec, H3V 1E7

Tél. : 514-342-8000
www.dignitequebec.com

le lundi 23 avril de 17 h à 21 h et le mardi 24 avril dès 10 h suivi d'une célébration à 12 h. Au lieu de fleurs, des dons à la Société Parkinson du Québec seraient appréciés.

15e ANNIVERSAIRE



ROLAND BIGRAS

Cher époux, cher papa et grand-papa.

Il y a quinze ans, nous étions tous près de toi. Tu nous as regardés, tu nous as souri et tu es parti en nous laissant ton amour, ta bonté, ta gentillesse et de très bons et doux souvenirs.

Laisser ta famille, ceux que tu aimais et la vie t'ont demandé tellement de courage. Mais les souffrances étaient là. Je les ai vécues avec toi. Nous avons pleuré ensemble. Je t'aime. Tu nous manques. Tu es notre ange gardien. Nous t'aimons tous.

Tu seras toujours présent
en chacun de nous

Ton épouse Cécile.
Tes enfants et petits-enfants.

SLA
SOCIÉTÉ DE LA SCLÉROSE
LATÉRALE AMYOTROPHIQUE
DU QUÉBEC

UNE
BATAILLE
POUR LA
VIE

LA MALADIE DE LOU GEHRIG

514 725-2653 • 1 877 725-7725
www.sla-quebec.ca • info@sla-quebec.ca

AUGMENTEZ VOS REVENUS

DEVENEZ CAMELOT POUR LA LIVRAISON DE LA PRESSE

Avec ou sans voiture.
La livraison doit être effectuée avant 6h30 la semaine et 8h le samedi.

Bienvenue aux étudiants et aux retraités.

TÉLÉPHONEZ MAINTENANT
514 285-6911
1 800 361-7453

PLUS SPÉCIFIQUEMENT, BESOIN URGENT POUR:
ST-ZOTIQUE, RIVIÈRE-BEAUDETTE, PINCOURT
M. Richard Clermont, 819-242-1318
SAINT-HYACINTHE, MONT SAINT-HILAIRE, OTTERBURNPARK, BELOEIL
M. Alain Cadieux, 450 793-4886

LE DON IN MEMORIAM

Un geste simple et significatif pour ceux et celles qui vous sont chers
Aidez nos chercheurs à trouver!

Société de recherche sur le cancer

1 866 343-2262
www.RechercheCancer.ca

65^e anniversaire



GRAND PRIX
DU CANADA

MONTRÉAL
8-9-10 JUIN 2012

6 CHAMPIONS DU MONDE VOUS DONNENT RENDEZ-VOUS LES 8, 9 ET 10 JUIN

AU CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE, LE LIEU SACRÉ DE LA F1



KIMI
RÄIKKÖNEN

LEWIS
HAMILTON

SEBASTIAN
VETTEL

FERNANDO
ALONSO

JENSON
BUTTON

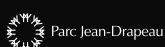
MICHAEL
SCHUMACHER

**ACCEPTEZ
LEUR INVITATION
MAINTENANT !**

BILLETS
514.350.0000
circuitgillesvilleneuve.ca



Salut Gilles 30 ANS



Les logos F1, FORMULA 1, FIA FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP, CANADIAN GRAND PRIX, GRAND PRIX DU CANADA, 2012 FORMULA 1 GRAND PRIX DU CANADA et ses marques reliées sont des marques de commerce de Formula One Licensing BV une compagnie du Groupe Formula One. Tous droits réservés.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA
PRESSE



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Marjorie Villefranche

Depuis un an et demi, Marjorie Villefranche dirige la Maison d'Haïti. L'organisme, créé en 1972, est un lieu d'accueil et de rassemblement pour les nouveaux arrivants. Par le biais de formations et d'activités, la Maison d'Haïti améliore les conditions de vie des familles immigrantes et les pousse à participer activement au développement de la société québécoise. *La Presse* et Radio-Canada décernent à Marjorie Villefranche le titre de Personnalité de la semaine.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

« Saint-Michel était très dur il y a 10 ou 15 ans, c'est maintenant un endroit paisible où il y a beaucoup de familles. »

société québécoise. L'organisme peut même se vanter d'avoir contribué à l'amélioration du quartier Saint-Michel. La Maison y est installée depuis 1983.

« On a mis sur pied des patrouilles de rue. Ce sont des jeunes qui sillonnent le quartier et qui interviennent avant que la police ne s'en mêle. On a aussi organisé plusieurs activités sportives. Plutôt que de flâner dans les rues, c'est une belle alternative pour nos adolescents. Saint-Michel était très dur il y a 10 ou 15 ans, c'est maintenant un endroit paisible où il y a beaucoup de familles », ajoute-t-elle.

La Maison a aussi formé un club exclusivement réservé aux adolescentes. « Elles peuvent participer à des activités artistiques et culturelles. Mais il y a aussi des discussions sur des sujets sérieux comme le racisme ou l'excision. Les jeunes filles ont la liberté de poser toutes les questions qu'elles veulent », précise-t-elle.

On ne peut pas parler de la Maison d'Haïti sans revenir sur le séisme de 2010. L'organisme venait de rouvrir après deux semaines de vacances pour les Fêtes. « Les gens sont venus immédiatement vers nous pour avoir des nouvelles. Au lieu de les retourner chez eux, on a décidé de se transformer en centre de crise », dit-elle.

Marjorie Villefranche garde de cette tragédie le souvenir de deux communautés, haïtienne et québécoise, très unies. « On a réalisé que nous étions tous des frères, des sœurs. Nous étions en deuil, mais vous aussi. Il y avait énormément de Québécois en Haïti. La province est très attachée au peuple haïtien. Une soixantaine de bénévoles débarquaient à nos bureaux chaque jour pour offrir leurs services. Et la majorité était des Québécois de souche », souligne-t-elle.

Maintenant, la directrice planche sur de nouveaux projets. Elle voudrait construire un nouvel immeuble sur le terrain situé tout juste à côté. La Maison d'Haïti manque cruellement d'espace. La moitié de ses activités se donne maintenant dans des locaux prêtés par la Ville.

MARTIN BEAUSÉJOUR
COLLABORATION SPÉCIALE

Marjorie Villefranche est arrivée toute seule au Québec à l'âge de 12 ans. « Je venais pour passer l'été dans une colonie de vacances », dit-elle. La femme se souvient d'avoir été frappée par l'immensité des lieux, du ciel. « Et c'est aussi le jour où j'ai appris que j'avais un accent », ajoute-t-elle en riant.

Marjorie Villefranche n'est jamais retournée vivre en Haïti. Ses parents sont venus la rejoindre ici, quelques années plus tard. La femme a longtemps traîné le poids de cette rupture inattendue avec sa terre natale. « Imaginez, vous partez pour des vacances, puis on vous apprend que vous ne retourneriez jamais chez vous. Je n'ai pas fait d'adieux. J'ai longtemps cherché mon identité. J'ai souvent eu l'impression qu'une partie de moi-même manquait », avoue-t-elle.

Après des études en philosophie et en histoire de l'art, la

jeune Marjorie est « happée par le communautaire » en côtoyant Max et Adeline Chancy, un couple très engagé dans la communauté haïtienne. M^{me} Chancy deviendra même un mentor pour Marjorie. « Adeline, c'est mon modèle depuis que j'ai l'âge de 16 ans », ajoute-t-elle. Les deux amies ont participé ensemble à l'élaboration d'une campagne gouvernementale d'alphabétisation en Haïti en 1997. Mais la crise politique de 2000 viendra mettre un terme au projet. Ce voyage sera tout de même salutaire pour Marjorie Villefranche « J'ai réalisé que mon pays c'était finalement le Québec. J'ai étudié ici, je suis tombée amoureuse ici, j'ai mis mes enfants au monde ici », avoue-t-elle.

La Maison

Fondée en 1972 par des étudiants haïtiens, la Maison d'Haïti est un organisme qui facilite l'intégration des immigrants qui choisissent Montréal comme terre d'accueil. « On ne s'occupe pas seulement des

Haïtiens, mais de tous les nouveaux arrivants », précise-t-elle.

Cours de francisation, atelier d'alphabétisation, discussion sur l'art d'être parents; la Maison d'Haïti est un lieu précieux pour les familles étrangères. Directrice depuis un an et demi, mais collaboratrice depuis les débuts de la Maison, Marjorie Villefranche est à même de constater l'évolution des nouveaux arrivants.

« Aujourd'hui, ils arrivent mieux formés, mais pas mieux informés. Ils ont fait des études, mais ils ne savent pas que l'État fournit des services qui peuvent les aider à s'installer ici. En contrepartie, ils sont toujours aussi surpris de voir que le gouvernement peut s'immiscer grandement dans leur vie. Quand je leur dis que leur bébé qui vient de naître est protégé et qu'il a des droits, certains n'en reviennent pas », avoue-t-elle.

Une fois qu'ils sont installés, la Maison d'Haïti s'efforce aussi d'améliorer leurs conditions de vie et elle les encourage à participer au développement de la

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie
Pour votre avenirSM

RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA
À RADIO-CANADA

CE MATIN

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 6h40

C'EST BIEN MEILLEUR
LE MATIN
Avec René Homier-Roy
DU LUNDI AU VENDREDI 5h À 9h

PREMIÈRE CHAÎNE



LES DIMANCHES

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 10h15

RDI MATIN WEEK-END
Avec Louis Lemieux
SAMEDI ET DIMANCHE
DÈS 5h30

Radio-Canada.ca